

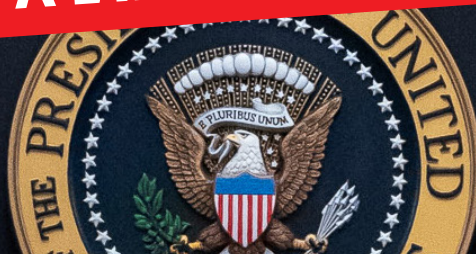
# *l'Anti*capitaliste

N°112 | FÉVRIER 2020 | 4 €

la revue mensuelle du **NPA**



## ÉTATS-UNIS : FAIRE FACE À TRUMP ET À L'IMPÉRIALISME



UNE MOBILISATION QUI  
NE S'ÉTEINT PAS



GOVERNEMENT PSOE-UP :  
FIN DE PARCOURS



SÉPARER L'HOMME DE L'ŒUVRE ?

# Sommaire

## EDITORIAL

**Mimosa Effe** 2020 : De la révolte à la révolution ? **P3**

## PREMIER PLAN

**Joséphine Simphon** Une mobilisation qui ne s'éteint pas **P4**

**Robert Pelletier** Les organisations syndicales face à une nouvelle étape **P7**

**Julien Salingue** Les violences policières, symptôme de la fébrilité autoritaire **P9**

**Thierry Labica** Brexit, année zéro **P11**

**Manuel Garí** Gouvernement PSOE-UP: fin de parcours **P13**

**David Finkel** Contre la machine de propagande : non à la guerre avec l'Iran! **P15**

**Tiziri Kandi** Hôtel Ibis des Batignolles: une grève emblématique des femmes de chambre **P16**

## Commission nationale antifasciste du NPA

Élections municipales : l'extrême droite en embuscade **P17**

## DOSSIER

**Yohann Emmanuel et Henri Wilno**

États-Unis : faire face à Trump et à l'impérialisme **P19**

**Gilbert Achcar** « Trump n'est isolationniste que lorsque les États-Unis ne sont pas directement concernés » **P21**

**Pierre Rousset** Où peut mener le conflit entre les États-Unis et la Chine ? **P23**

**Dan La Botz** Avec Sanders, avoir un impact sur le Parti démocrate et construire une nouvelle gauche ? **P26**

**Mathieu Bonzom** Nouveau mouvement socialiste aux États-Unis : DSA tient bon **P29**

**Dianne Feeley** Après la grève de 2019 dans l'automobile aux USA **P31**

## DÉBATS

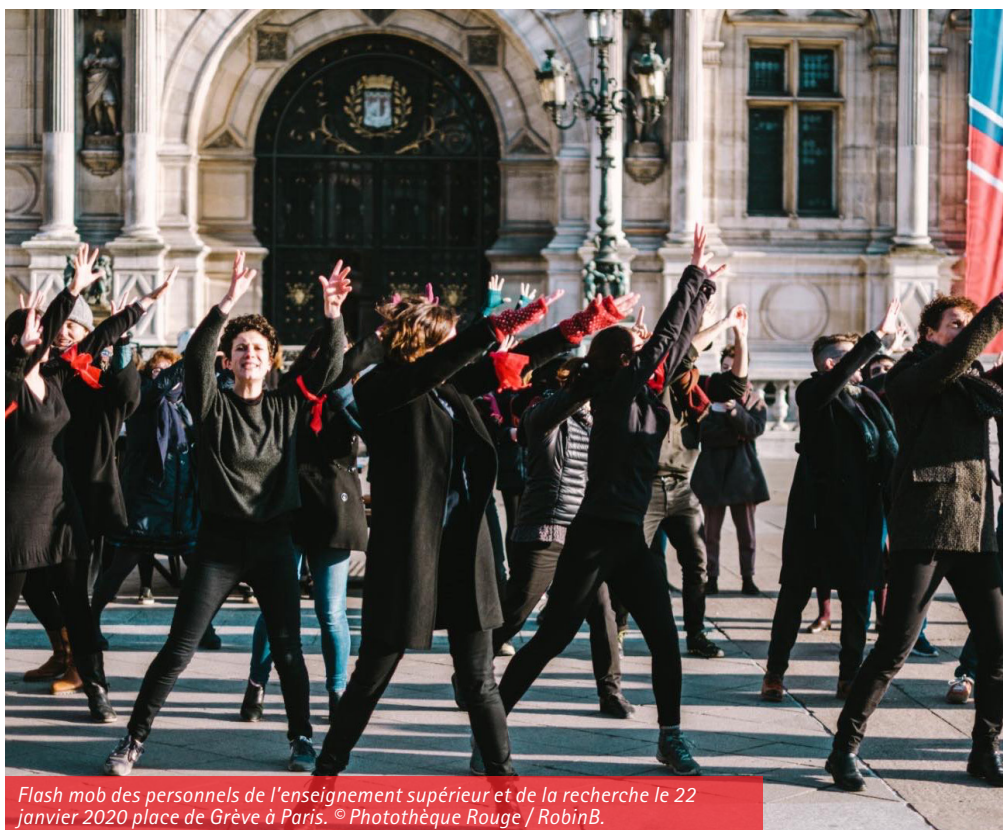
**Manon Boltansky** Séparer l'homme de l'œuvre ? **P34**

## FOCUS

**Interview** Les difficultés de la grève, massive, à la raffinerie de Donges **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA : <http://npa2009.org/publications-npa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une:  
© The White House / Wikicommons



Flash mob des personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche le 22 janvier 2020 place de Grève à Paris. © Photothèque Rouge / RobinB.



## S'ABONNER

### PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex  
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

### Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :  
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>

### PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard	
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires	
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre

## L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

### Comité de rédaction :

Yohann Emmanuel, Antoine Larrache, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Julien Salingue, Régine Vinon, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction :  
[contact-revue@npa2009.org](mailto:contact-revue@npa2009.org)

**Directeur de la publication :**  
Julien Salingue

**Secrétaire de rédaction :**  
Antoine Larrache

**Diffusion :**  
01 48 70 42 31 – [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**Administration :**  
01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

**Commission paritaire :**  
0519 P 11509

**Numéro ISSN :**  
2269-370X

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication  
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

**Tirage :**  
3 000 exemplaires

**Maquette et impression :**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
Mail : [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

# 2020 : De la révolte à la révolution ?

PAR MIMOSA EFFE

Le 8 janvier dernier avait lieu la plus grosse grève que l'histoire ait jamais connue : ce sont 250 millions de travailleuses et de travailleurs indiens qui ont participé à une grève générale contre le gouvernement réactionnaire de Modi<sup>1</sup>. Cette grève générale pourtant exemplaire n'est qu'un des exemples du cycle de révoltes populaires, massives avec un caractère de classe que l'on peut voir depuis quelques années partout dans le monde avec une accélération sur toute l'année 2019.

Si l'on devait aujourd'hui citer l'ensemble des révoltes de masse à l'échelle internationale, la liste serait longue. L'accentuation de la crise, l'incapacité du capitalisme à la résorber, et l'approfondissement de la crise politique a produit un cycle de mobilisations de masse sur l'ensemble des continents. Celles-ci ont deux caractéristiques spécifiques : elles reposent l'antagonisme de classe après une longue période de recul de la conscience de classe, elles sont souvent associées ou produites par des révoltes autour des questions de société (féminisme, climat). Ces dernières sont particu-

lièrement importantes parce qu'à la fois elles remettent en cause directement le système dans sa globalité, se posent dans un cadre internationaliste et utilisent la grève comme moyen d'action (grève du 8 mars, grève scolaire pour le climat). Le climat de révolte intense que nous vivons en ce moment s'en nourrit, elles en sont même en partie l'étincelle (comme au Chili par exemple).

La situation internationale reste contrastée : ces dernières années, l'offensive réactionnaire a gagné du terrain dans une série de pays, que ce soit par des élections, des mouvements réactionnaires ou par des coups d'État, infligeant une défaite importante au mouvement ouvrier.

Le mouvement ouvrier structuré a perdu du terrain à peu près partout. Une grande partie des pays qui aujourd'hui vivent des phases de révoltes intenses ont vécu ou vivent sous des formes de pouvoir dictatorial ou largement corrompu qui ont vu l'écrasement total ou partiel du mouvement ouvrier organisé et a fortiori révolutionnaire comme c'est le cas à Haïti, au Chili qui ont vécu des décennies de dictature, mais aussi sous une forme différente en Algérie. Si en partie la spontanéité de ces mouvements montre qu'ils proviennent des facteurs objectifs, la difficulté de construire une stratégie, une orientation et y compris une dualité de pouvoir montre la nécessité du facteur subjectif, du parti révolutionnaire.

De plus, nous avons vécu à partir de la chute du mur, avec une accentuation, à partir de la crise de 2008, une recombinaison de la « gauche radicale » où une part du mouvement ouvrier, dans des cadres larges, souvent populistes, qu'on a pu nommer « nouveaux réformismes » a eu pour principale visée de chercher une représentation politique « de ceux d'en bas », déficitaire après les gouvernements des partis socialistes et leurs politiques austéritaires. La grande majorité de ces formations ont eu la volonté d'effacer l'antagonisme de classe.

Cependant l'effacement de cet antagonisme était avant tout le produit d'une période de la disparition de l'hypothèse communiste à une échelle de masse et d'un recul de la conscience de classe. Et si ce déficit de représentation a pu être en partie comblé un temps par ces formations, elles se sont vite retrouvées à exercer le pouvoir, que ce soit à l'exécutif comme Syriza en Grèce avec le désastre que l'on connaît ou dans une moindre mesure dans les parlements, faisant face à la question du vote du budget des plans d'austérité par exemple (comme le Bloco

au Portugal). L'entrée de Podemos au gouvernement, n'en est que la suite logique.

Nous entrons maintenant dans une phase de remise en cause permanente du système dans laquelle pour l'instant ni les formes de représentations institutionnelles, ni un mouvement révolutionnaire affaibli ne comblent ce déficit : une phase de révoltes de masse mais sans stratégie pour gagner, pour changer le monde, pour renverser le système.



© Ambadyanands / Wikimedia Commons

Nous nous trouvons dans une période où les défaites ne se comptabilisent plus de la même façon, face à des pouvoirs de plus en plus autoritaires et répressifs : en France, un an de mouvement des Gilets Jaunes peut être suivi à peine quelques mois plus tard d'un mouvement de plus de cinquante jours. Il y a donc fort à parier que les confrontations de classe à l'échelle internationale vont devenir de plus en plus importantes et il faut nous en réjouir en prenant conscience des tâches qui nous attendent : l'unité de notre classe, son auto-organisation en posant la question du pouvoir. Un autre projet de société se pose à nouveau à une échelle de masse, et va continuer à se poser dans les mois et les années à venir. Savoir si le prolétariat sera en capacité d'y répondre est une question ouverte. □

1) <https://www.newsclick.in/Nationwide-Workers-General-Strike-8-Jan-Modi-Government>

# Une mobilisation qui ne s'éteint pas

PAR JOSÉPHINE SIMPLON

*Bien que le gouvernement ait appelé à « arrêter la grève » le 12 janvier dernier après avoir prétendument retiré l'âge pivot, la mobilisation contre la retraite à points n'en finit pas de durer, se développer et prendre différentes formes.*

**M**ême si la grève reconductible n'est plus aussi importante à la SNCF et à la RATP depuis le 20 janvier, la mobilisation contre la réforme des retraites est loin d'être terminée. Elle se développe sous diverses formes dans de très nombreux secteurs et la journée de grève et de manifestations du 24 janvier à montré que le baroud d'honneur attendu, était loin d'être à l'ordre du jour. Bien au contraire. Même si cette nouvelle journée a été moins importante que le 5 et 17 décembre, elle a été beaucoup plus importante que celle du 16 janvier et cela dans tout le pays. Encore une fois, les cheminotEs, les enseignantEs, les salariéEs de la RATP y étaient très nombreux comme celles et ceux de la culture, de l'énergie, de la Fonction Publique ou les avocatEs. Mais aussi, cette fois, beaucoup de jeunes et une visibilité d'entreprises du privé plus importante.

## UN GOUVERNEMENT EN GRANDE DIFFICULTÉ

Décidemment rien n'y fait. Ils ont beau aller sur tous les plateaux médias existants pour vendre leur soupe de « justice sociale », nous faire le « remake » de Chirac en Palestine, nous faire la morale sur la démocratie... le rejet de cette « contre-réforme » est de plus en plus massif. En effet, plus de 60% de la population, avec ou sans âge pivot, souhaite le retrait pur et simple de ce projet. Alors que cette réforme est complexe, technique, la majorité de la population a bien compris qu'au bout du bout, tout le monde serait perdant. Et ce n'est pas la présentation de l'avant-projet de loi et de son étude

d'impact annexée qui risque de faire changer les choses puisque la projection de l'âge d'équilibre est fixée à 65 ans (mais pourra être plus tardif pour les générations futures) et pour celles et ceux qui partiront avant, le malus sera de 8% et non plus de 5% comme annoncé. Enfin la « règle d'or » des 13,8% du PIB alloués pour les pensions baissera dans les années à venir.

Mais apparemment les travailleuses et travailleurs ne sont pas les seuls à désavouer le gouvernement. Même le conseil d'État s'y met en critiquant ce projet de loi sur différents points : « des projections financières douteuses », un recours ultérieur à des dizaines d'ordonnances non encore écrites ; une universalité et une égalité de traitement qui n'existent pas puisqu'il prévoit cinq régimes différents et de nombreuses règles dérogatoires dans ces cinq régimes. De plus, concernant la revalorisation des salaires des enseignantEs, le Conseil d'État rappelle que la loi ne peut pas prévoir des dispositions qui seraient adoptées ultérieurement, dans une autre loi, et il indique aussi que le projet ne peut pas prévoir de subventionner la Caisse de retraite complémentaire des navigants. Domage car c'était deux secteurs d'activités que le gouvernement espérait se mettre dans la poche.

Cerise sur le gâteau, l'ARRCO-AGIRC vient de calculer que la retraite à points, avec l'arrêt des cotisations des hauts salaires, va générer un déséquilibre de 3,7 milliards annuel pendant 15 ans. Il faudra en effet continuer à payer des pensions élevées pour des cadres retraitéEs, alors qu'une part des cotisations des cadres actifs ne

sera plus perçue.

Le gouvernement ne convainc pas les salariéEs du pays, ni le conseil d'État et, surprise, il ne convainc pas non plus la « grande muette ». En effet, le Conseil supérieur de la fonction militaire, organisme très officiel de concertation avec le Ministère des armées, vient de publier une lettre catégorique où il déclare tout bonnement ne pas pouvoir donner un avis favorable au projet puisque selon lui « certaines dispositions fragilisent notre modèle d'armée et la condition militaire ». Il pointe notamment « les modalités de calcul de la pension militaire qui suivraient le régime de droit commun, qui est d'encourager les salariés à poursuivre leur activité » et avec la retraite à points, certains militaires risquent de perdre jusqu'à 20% sur leurs pensions.

Les embuches pour Macron et les siens se multiplient donc et c'est tant mieux.

## DE LA COLÈRE GÉNÉRALE À LA GRÈVE GÉNÉRALE ?

Même si la grève reconductible engagée par les salariéEs de la RATP et les cheminotEs n'a pas réussi à s'étendre à d'autres secteurs pour bloquer le pays, de nombreux, très nombreux secteurs, ces derniers jours, s'opposent à cette réforme, de façon souvent inédite mais très déterminée et désormais plus un jour ne se passe sans actions, blocages, coupures de courants. C'est sans doute l'un des secteurs qu'on avait peu vu dans une mobilisation globale ces dernières années, et pourtant les avocatEs sont bel et bien là et très remontéEs contre le projet de contre-réforme. Ils participent



Manifestation contre la réforme des retraites, Paris, 24 janvier 2020.  
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

massivement aux manifestations, mais aussi organisent des « jets de robes » dont la Ministre de la justice a elle-même fait les frais ; dansent des « haka » de la contestation et font grève depuis plus de trois semaines. Suite à la rencontre avec le Premier ministre, ils viennent d'annoncer la continuation de la grève et une manifestation nationale le 3 février prochain.

Ces derniers jours, la mobilisation prend une tournure nouvelle, un second souffle. On voit se développer dans de nombreux secteurs les jets d'outils, de blouses, d'instruments de travail ; de nombreuses flash mob avec en particulier celles de groupes de femmes habillées en « Rosie the riveter » en chantant une chanson

détournée par l'association ATTAC « À cause de Macron », mais aussi les blocages comme ceux du Louvre ou de la BNF, les coupures de courant... Sans oublier les nombreuses « retraites aux flambeaux », notamment le 23 janvier où plus de 150 manifestations de nuits contre les retraites en lambeaux se sont déroulées sur tout le territoire rassemblant des dizaines ? de milliers de personnes.

C'est dans ce contexte que se multiplient également des actions contre les membres du gouvernement, de la majorité et même contre le premier d'entre eux. En effet, depuis quelques semaines, aucun ministre, aucunE députéE LREM ne peut participer à une inauguration, présenter ses vœux, entamer sa campagne

municipale sans qu'un comité d'accueil soit présent. Obligeant ainsi certains ministres à annuler purement et simplement leurs vœux comme l'a fait Franck Riester, le Ministre de la culture. Macron lui-même n'est plus en « paix » puisqu'il a dû fuir le théâtre des Bouffes du Nord le 18 janvier dernier où plusieurs dizaines d'opposantEs à sa réforme s'étaient rassemblés. Face à ces nouvelles formes de mobilisation, de luttes, le gouvernement essaye de faire peur en parlant « de radicalisation » de la mobilisation mais une fois encore sans aucun



succès.

Ces nouvelles formes de mobilisations montrent, sans aucun doute, le rejet massif de ce projet et du gouvernement mais ne sera pas suffisant pour faire reculer ce gouvernement. La construction de la grève générale est plus que jamais d'actualité. La réussite du 24 janvier a redonné confiance à de nombreux secteurs et de plus en plus de salariéEs ont conscience que le pouvoir peut être déstabilisé mais à condition de relancer la grève de masse, reconductible, dont nous avons besoin pour gagner.

#### ET MAINTENANT ?

Le sort du mouvement n'est pas scellé, loin de là. Plus de cinquante jours après son démarrage, on en ignore encore l'issue. Mais force est de constater qu'à l'heure où nous écrivons ces lignes, l'isolement du gouvernement, le rejet majoritaire de la réforme et la mobilisation des centaines de milliers de salariéEs n'a pas encore créé le rapport de force suffisant pour faire céder Macron. Mais, dans le prolongement des Gilets Jaunes, il fait vaciller le pouvoir tant institutionnel que financier. C'est ce qui explique les atermoiements qui se font jour du côté du gouvernement

et de certaines déclarations contradictoires de membres de la majorité présidentielle. La violence et l'impunité policières accrues, s'inscrivent aussi dans cette logique.

L'enjeu des semaines à venir est d'entretenir et approfondir l'isolement politique du gouvernement, par de nombreuses actions spectaculaires, des blocages, des manifestations, occupant le maximum d'espace politique ; et de propager de façon la plus unitaire possible les solutions indispensables pour en finir avec Macron et son monde. Mais aussi, garder l'objectif de la grève reconductible générale car c'est la seule solution pour que Macron recule. Le fait est que pour gagner, il s'agit d'étendre la grève, d'étendre le mouvement et la mobilisation à celles et ceux qui n'y sont pas encore. Il faut continuer de construire à la base, pour organiser des tournées interprofessionnelles sur tous les lieux de travail, se donner les moyens d'aller convaincre tout le monde dans le privé comme dans le public.

Alors que jusqu'à présent, l'inter-syndicale interprofessionnelle avait plus ou moins bien joué son rôle moteur (sauf pendant les congés de Noël) de la mobilisation avec des appels à la grève, aux actions et aux manifestations, le dernier appel au mercredi 29 janvier est loin très loin

d'être à la hauteur. En effet, choisir un mercredi, c'est pour le coup mettre en dehors de la grève un des secteurs les plus dynamiques de ces derniers jours : l'Éducation nationale. De plus, ne pas manifester et être en grève le jour de la conférence de financement de la CFDT, participer à cette conférence, c'est laisser penser que cette commission est d'importance alors que nous savons qu'elle ne pourra que remettre en selle « l'âge pivot à 64 ans » forçant à partir en retraite deux ans plus tard, ou allonger le nombre d'années travaillées nécessaire pour partir à la retraite.

Nous devons également, ces prochains jours, continuer à amplifier la politisation de cette lutte. Dans cette mobilisation de nombreux sujets sont abordés, discutés, comme comment améliorer le système par répartition actuel ? Comment partager le temps de travail pour permettre à toutes et tous de travailler ? Comment redistribuer les richesses ? Il y a une volonté d'en finir avec les injustices, la misère et une aspiration grandissante à une reprise en main de nos vies. C'est donc bien une conscience de lutte globale contre le système qui bouillonne dans le creuset de cette mobilisation. Il permet de poser la question d'un autre projet de société à une échelle de masse. □



Paris, le 9 janvier 2020, manifestation contre le projet de réforme des retraites engagé par Macron. © Photothèque Rouge /JMB.

# Les organisations syndicales face à une nouvelle étape

PAR ROBERT PELLETIER

*Pour les organisations unies jusqu'à ce jour dans une intersyndicale interprofessionnelle nationale, la mobilisation contre la réforme des retraites Macron-Delevoye représente un tournant, qui pose nécessairement la question de l'adaptation de leurs stratégies.*

L'envahissement à deux reprises des locaux de la CFDT par des grévistes ou l'exfiltration de Macron du théâtre des Bouffes du Nord, qui ont fourni un prétexte pour dénoncer les soi-disant violences des grévistes, ont marqué un tournant dans la mobilisation.

## RETOUR SUR UN EFFACEMENT

Un an après avoir semblé définitivement marginalisées par le mouvement des Gilets jaunes, les principales organisations syndicales se sont retrouvées en première ligne dans une mobilisation d'ores et déjà qualifiée d'historique face à la « contre-réforme » des retraites structurée par le rapport Delevoye avec la volonté annoncée d'être portée jusqu'à « la victoire finale » par Édouard Philippe et Emmanuel Macron.

La perte de visibilité et de crédibilité des organisations syndicales est la conséquence d'évolutions majeures, largement interpénétrées. D'abord, celle de l'organisation de l'appareil économique et productif. D'un côté des externalisations, délocalisations, diminutions de la taille des établissements, de l'autre le bouleversement des processus de production et la précarisation de l'emploi. Dans le même temps, on a subi un vaste processus de privatisations dans des secteurs qui constituaient souvent des bases essentielles des organisations syndicales et où l'introduction des méthodes managériales calquées sur celle du privé a largement contribué à déstructurer des collectifs de travail sur lesquels s'appuyaient les résistances sociales. L'accompagnement d'une partie de ces privatisations par les organisations syndicales a largement participé d'une déstabilisation des équipes militantes.

L'ensemble de ces évolutions a

déstabilisé et affaibli les organisations syndicales dès la fin des années 1970 dans un contexte de montée du chômage et de « disparition » du « socialisme réellement existant ». Leur fonctionnement bureaucratique, plombé par une institutionnalisation centrée sur le dialogue social, les a rendues incapable de s'adapter aux nouvelles conditions d'exploitation du prolétariat. Avec la particularité d'une CFDT, moins cadennassée à l'époque, qui sera plus sensible à la place prise par les femmes, l'immigration ou le thème de l'autogestion. Autre époque...

La seconde évolution est celle des positionnements de la bourgeoisie et des partis politiques au pouvoir face aux corps intermédiaires en général et aux organisations syndicales en particulier. Le plus destructeur sera l'accompagnement des reculs sociaux des gouvernements de gauche. Depuis la fin de l'indexation des salaires sur l'inflation sous Fabius, la généralisation des ouvertures du capital ouvrant sur les privatisations, l'annualisation du temps de travail avec Aubry, l'abdication de Jospin dans la lutte contre les fermetures d'entreprises, jusqu'au refus de mettre en œuvre la traditionnelle amnistie des militantEs syndicaux/ales, c'est une longue liste de mesures qui ont assuré une rupture profonde entre la gauche et le monde du travail et ont vidé de tout contenu les velléités d'un dialogue social que seules la CFDT et ses alliées continueront de défendre. Sous Sarkozy se mettra en place les nouvelles modalités de calcul de la représentativité en accord avec la CFDT et la CGT, qui débouchera sur le vrai-faux passage de la CFDT comme première organisation syndicale. Les réformes imposées sous Hollande, et déjà portées par Macron, la cassure du dialogue

social, va s'amplifier y compris en passant par une amplification de la répression. Macron et sa volonté affichée de faire l'impasse sur les corps intermédiaires et autres partenaires sociaux, malgré sa faible assise électorale, semblait boucler la question.

Une stratégie qui semblait payante au regard des échecs des mobilisations mais qui a brutalement été mise en question par la mobilisation des Gilets jaunes, qui a bousculé les rites habituels des mobilisations et imposé des reculs partiels là où les organisations syndicales avaient régulièrement échoué depuis une dizaine d'années.

## UN RETOUR PLEIN DE CONTRADICTIONS

C'est dans cette situation que le gouvernement Macron-Philippe a décidé d'engager une réforme décisive au cœur du système social français, le système de retraites par répartition, dans l'espoir que les organisations syndicales seraient incapables de s'y opposer.

Son atout principal résidait dans l'acceptation par certaines organisations (CFDT, CFTC et UNSA) du cadre global de la réforme, à l'opposé de FO, la CGT, Solidaires, FSU et la CFE-CGC. Mais, contrairement à 1995, la mobilisation n'a pas été préparée en profondeur par les structures confédérales ou fédérales de la CGT ou de FO. Le départ de la grève a été initié par l'intersyndicale de la RATP suite à l'impressionnante grève du secteur en septembre. Cela mettait en évidence dès cette date des positionnements radicaux, y compris dans les structures de la CFE-CGC et



surtout dans l'UNSA dans les secteurs des transports collectifs. Dans la foulée, toute une série de structures syndicales, notamment CGT et Solidaires se sont associées à l'appel à la grève du 5 décembre.

Sans surprise, les directions nationales de la CFDT et de l'UNSA ont joué la mouche du coche autour de la question de l'âge pivot, même si l'attitude du gouvernement n'a pas vraiment mis en valeur ce rôle en faisant une concession



Paris, le 9 janvier 2020, manifestation contre le projet de réforme des retraites engagé par Macron. © Photothèque Rouge /JMB

qui paraît largement une entourloupe. Mais ceci semble avoir suffi à la plus grande partie des structures et adhérentEs notamment dans une CFDT où le centralisme bureaucratique est particulièrement efficace. Seules les structures de la SNCF et de la RATP, sous la pression des grévistes, ont forcé les consignes confédérales.

FO, affaiblie par les crises internes, n'a pas été en capacité de structurer en profondeur et dans le long terme sa participation au mouvement et laisse son secrétaire général en porte-voix soutenu par peu de troupes. La FSU tente de se reconstruire une légitimité après des années passées à avaler les couleuvres des gouvernements successifs. De ce fait, alors que les personnels de l'éducation sont parmi les plus touchés par la réforme, c'est lentement que la mobilisation des enseignantEs s'est construite, sous le double refus des pseudo compensations financières et le rejet des réformes spécifiques au secteur, notamment celle du bac.

Si surprise il y a dans cette mobilisation, c'est bien le positionnement de la CFE-CGC. Une confédération généralement

aux cotés de la CFDT dans une modération respectueuse du dialogue social et d'un libéralisme éclairé. Les bouleversements dans l'appareil productif et l'organisation de l'économie ont particulièrement impacté celles et ceux qu'on désigne sous les vocables d'employéEs, ingénieurEs, cadres et techniciennes. Croissance des effectifs, écartèlement du fait des politiques des directions d'entreprises qui vont d'une taylorisation croissante à une volonté d'intégration aux politiques ultra-libérales en passant par l'accroissement du rôle de garde-

chiourmes. Dans ce maelström, la CFE-CGC a conquis des positions électorales importantes qui ne correspondent certes pas à une grande combativité, mais à une exigence de représentation des intérêts de ces couches, dont la retraite fait partie. Ce qui se traduit par un corporatisme radical.

En ce qui concerne la CGT, moins que toute autre confédération, difficile de se contenter des certitudes globales. Au niveau confédéral, l'existence d'une intersyndicale rend parfois difficile la lecture des positions de chaque syndicat. Sur le strict déroulé de la mobilisation, on doit pointer la lenteur à rejoindre l'appel de la RATP, l'acceptation du trou dans les propositions d'actions entre le 19 décembre et le 9 janvier. Mais, au total, ce qui reste visible, ce sont une dénonciation claire du projet Macron et l'exigence de l'extension à d'autres secteurs. Quant au soutien à l'auto-organisation, cela est (très) loin de l'ADN cégétiste, y compris (surtout?) dans certains secteurs parmi les plus radicaux (dockers, raffineries, mines-énergie, certaines UD...). Mais ce qui domine c'est la grande difficulté à mobiliser largement dans toute une

série de secteurs hors RATP et SNCF. En ce qui concerne le privé, globalement, les causes « objectives » sont identifiées. Mais, quand même, l'absence ou la faible présence de secteurs comme le bâtiment, l'agro-alimentaire, la chimie et le commerce interroge car ces fédérations sont généralement perçues comme « radicales ». Comme dans d'autres secteurs (territoriale, banques, finances publiques...), les pertes de repères, la désaffection de militantEs semblent avoir limité les possibilités de mobilisation notamment par la grève. Dans des secteurs comme le secteur hospitalier ou l'éducation nationale, pourtant profondément mobilisés sur leurs propres revendications, la jonction avec la lutte contre la réforme des retraites reste difficile.

Pour Solidaires, calée sur un rejet clair du projet Macron-Delevoye, la taille des structures dans beaucoup de secteurs, l'ostracisme du pouvoir, de certains syndicats et des médias en limite la visibilité. Cependant, tant dans les manifestations qu'au travers d'initiative de blocages et autres, les militantEs apportent souvent leur savoir-faire et leur dynamisme.

### DES CHANGEMENTS NÉCESSAIRES

Comme le pointait Annick Coupé, « Nous n'avons pas entretenu collectivement l'idée que la grève générale pouvait être un outil notamment pour bloquer l'économie et établir un rapport de forces pour faire avancer les choses<sup>1</sup> ». D'ores et déjà, la consolidation de « cortèges de têtes », de collectifs interprofessionnels aux cotés des intersyndicales traditionnelles ou le développement d'opérations dites « coup de poings » à forte visibilité médiatique, mettent en évidence les difficultés que rencontre le mouvement ouvrier traditionnel à prendre en compte les secteurs peu organisés, à répondre aux exigences d'innovation, de radicalité que le mouvement des Gilets jaunes avait déjà révélées. La façon dont les directions syndicales accompagneront, assumeront le passage d'une guerre de position, la grève reconductible, à une guerre de mouvement avec notamment ces actions « coup de poing », ciblant davantage les responsabilités politiques (ou syndicales!) et la visibilité médiatique pourrait impacter les bilans qui ne manqueront pas d'être tirés à l'issue du mouvement. □

1) Interview dans le n°500 de L'Anticapitaliste hebdomadaire, du 4 décembre 2019.



# Les violences policières, symptôme d'une dangereuse fébrilité autoritaire

*Les manifestations se suivent, et les violences policières se poursuivent. Mais, depuis plusieurs semaines, un certain plafond de verre a été brisé, avec des prises de positions, entre autres celles du journal le Monde, qui dépassent de très loin les cercles habitués à dénoncer les exactions commises par les forces dites « de l'ordre ». Jusqu'à atteindre les sommets de l'État? On en doute...*

PAR JULIEN SALINGUE

Cédric Chauviat est mort dans la nuit du samedi 4 au dimanche 5 janvier, suite à une violente interpellation policière le vendredi. Comme toujours, les premières versions policières ont mis en avant la thèse du « malaise ». Mais très rapidement, les témoignages, les vidéos, et les résultats de l'autopsie, qui révèle « une manifestation asphyxique avec une fracture du larynx », indiquent que Cédric est une nouvelle victime de violences policières.

## TECHNIQUES MORTELLES

Selon les témoignages, confortés par les vidéos, il aurait subi une clé d'étranglement et/ou un plaquage ventral, écrasé au sol par quatre policiers, qui l'ont asphyxié. Des techniques policières malheureusement courantes en France, alors qu'elles sont interdites dans plusieurs pays européens. C'est le même type de violente interpellation qui avait provoqué la mort d'Adama Traoré en juillet 2016.

Les versions policières ont évolué, qui ont évoqué le fait qu'il téléphonait depuis son scooter, ou alors que sa plaque d'immatriculation était illisible car trop sale. Mais quel que soit le motif du contrôle policier, il apparaît, au vu des témoignages et des vidéos, que c'est le fait que Cédric Chauviat a filmé son interpellation qui a énervé les policiers, alors que c'est son droit le plus strict, et qu'ils se sont sentis autorisés à le violenter, jusqu'à la mort.

Alors que Castaner, l'éborgneur en chef, évoque poliment, au sujet des circonstances de la mort de Cédric, « des questions légitimes, auxquelles des réponses devront être apportées en toute transparence », il apparaît évident que cette

mort vient s'inscrire dans la longue liste des victimes de violences policières. Et il n'y a évidemment aucune confiance à avoir dans l'enquête qui va avoir lieu suite à l'ouverture d'une information judiciaire pour « homicide involontaire », confiée à une IGPN dont la partialité n'est plus à démontrer.

Quelques jours plus tard, le jeudi 9 janvier, lors de la manifestation contre la « réforme » des retraites, c'est un énième déchainement de violences policières que nous avons subi, avec des scènes particulièrement insupportables à Paris, Nantes ou encore Toulouse. À un point tel que, le lendemain, *Le Monde*, peu connu pour sa radicalité, publiait un éditorial dans lequel on pouvait lire : « La manifestation intersyndicale contre la réforme des retraites, jeudi 9 janvier, a été émaillée à nouveau par ce qu'il faut bien appeler, sans s'encombrer de guillemets, des violences policières. Les multiples vidéos montrant des manifestants frappés au sol par des fonctionnaires, ou encore celle où l'on voit un agent tirant à bout portant au LBD – le parquet de Paris a ouvert une enquête sur ce geste extrêmement dangereux – suffiraient à révolter n'importe quel citoyen. »

## CHANGEMENT DE DISCOURS ?

Lors de la manifestation du 18 janvier à Paris, ce sont les images d'un homme, maintenu au sol, le visage ensanglanté, frappé par un policier, qui ont à leur tour fait le « buzz ». Une manifestation au cours de laquelle d'autres cas de violences policières ont été documentés, notamment par des journalistes indépendants. Journalistes indépendants qui dénoncent, en outre, la multiplication des exactions

contre les journalistes qui couvrent les manifestations, qu'il s'agisse des interpellations ou des violences physiques, avec des dizaines de cas documentés au cours des dernières semaines.

Confronté à ces images, le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner a eu des mots comme il n'en avait encore jamais eus : « J'ai vu ces images, qui sont des images choquantes pour lesquelles le préfet de police a immédiatement saisi ses services pour les comprendre, pour voir s'ils peuvent trouver une explication. À l'heure qu'il est, je n'en vois aucune. » On remarquera toutefois qu'il ne condamne pas les violences du policier, et qu'il laisse la porte ouverte à des « explications » : « Il faut que la vérité soit faite sur cet acte et que nous le comprenions. S'il y a une faute, elle sera sanctionnée. » Comme si l'on pouvait douter qu'il y ait une « faute »...

Devant les évidences, la multiplication des cas et les prises de position venues de secteurs de plus en plus « mainstream », y compris parmi les soutiens et l'électorat de Macron, ont contraint les responsables politiques de la Macronie à changer partiellement de discours et à sortir de leurs dénégations pavloviennes. Mais des discours aux actes, il y a un fossé qui est loin, très loin d'être comblé. Le préfet Lallement est toujours en poste, les consignes des hiérarchies n'ont pas changé, aucune mesure coercitive n'est prise contre les policiers coupables de violences (on a ainsi appris que ceux qui ont tué, par asphyxie, Cédric Chauviat, continuent



tranquillement d'exercer, et ont même reçu une visite de soutien de Lallement).

### «TRAUMATISER LES CORPS ET LES ESPRITS»

Le 26 janvier, Christophe Castaner annonçait la fin de l'utilisation des grenades GLI-F4. La production de ces grenades mutilantes avait cessé depuis 2014, et leur remplacement par les GM2L était déjà en cours... Des grenades qui ne sont pas moins dangereuses, comme l'ont souligné les avocats de plusieurs blessés et mutilés dans un communiqué publié après les annonces de Castaner : «*Si [la GM2L] ne contient certes pas de TNT, elle est dotée d'un dispositif pyrotechnique équivalent et possède les mêmes caractéristiques lacrymogènes et assourdissantes. Sa fonction, quant à elle, demeure : traumatiser les corps et les esprits.*» Un CRS, cité par l'AFP, va dans le même sens : «*Pour nous, ça ne change rien puisque la GLI est remplacée par la GM2L.*» Voilà qui confirme sans ambiguïté, pour ceux qui en doutaient, que la décision du ministre de l'Intérieur s'inscrit avant tout dans une logique de communication, et absolument pas dans une volonté de réduire les risques de blessures et de mutilations pour les manifestants.

Il n'y a en réalité, du côté de pouvoir, aucune remise en cause publique des stratégies violentes de maintien de «l'ordre» et de l'utilisation d'armes de guerre, mutilantes, contre les populations. Aucune compassion pour les victimes, aucun regret, aucune forme d'autocritique. Le syndicat Unité-SGP Police-FO ne s'y est pas trompé qui, par la voix de son secrétaire général, a parlé d'un «*effet d'annonce à vocation politique, à quelques semaines des municipales.*»

On notera toutefois, et l'on doit s'en féliciter, que si l'annonce du retrait d'une arme mutilante a une «vocation politique», c'est parce que le débat sur les violences policières est désormais installé dans le paysage, en raison de l'ampleur et de la persistance du phénomène, que plus personne ne peut nier, et grâce à la mobilisation des blessés, des mutilés et de leurs avocats, et au précieux travail des journalistes indépendants. L'enfumage de Castaner est donc révélateur, «en même temps», de la volonté du pouvoir de maintenir sa gouvernance autoritaire et de la pression qui s'exerce sur lui au sujet de violences qu'il ne peut plus nier.

### LA LÉGITIMITÉ NE SE DÉCRÈTE PAS

«*Dans un État démocratique républicain, le monopole de la violence légitime, c'est celle des policiers et des gendarmes.*»

Ainsi s'exprimait, le 7 janvier 2019, Gérald Darmanin, alors qu'il venait d'être questionné au sujet des nombreuses accusations de violences policières commises contre les Gilets jaunes. Darmanin aurait mieux fait de lire le sociologue Max Weber, auquel il prétend se référer, plutôt que de répéter sottement une formule sans la comprendre. Car la formule exacte de Weber est beaucoup plus subtile que ce qu'en ont retenu les petits soldats de la Macronie. Au début du 20<sup>e</sup> siècle, Weber expliquait ainsi que l'État est une communauté qui «*revendique avec succès pour son propre compte le monopole de la violence physique légitime.*» Une formule/définition qui tient compte du fait que, contrairement à ce que semblent croire Darmanin et Cie, la légitimité ne se décrète ni ne se proclame : elle repose sur un accord tacite, un consentement, une adhésion.

Pour Antonio Gramsci, la domination de la bourgeoisie via l'État moderne ne peut être comprise si l'on ne tient pas compte du fait que les dominants doivent obtenir le consentement de fractions des classes dominées et leur adhésion, à bien des égards, à un ordre qui les maintient pourtant dans une position subalterne. C'est dans ce cadre qu'il forge le concept d'hégémonie, entendue comme une forme de domination qui repose sur «*la combinaison de la force et du consentement qui s'équilibrent de façon variable, sans que la force l'emporte par trop sur le consentement, voire en cherchant à obtenir que la force apparaisse appuyée sur le consentement de la majorité.*»<sup>1</sup> La force et le consentement sont les deux variables essentielles permettant de comprendre non seulement la domination qui s'exerce dans l'État moderne, mais aussi les différentes trajectoires étatiques et les différents modes d'exercice du pouvoir de et dans l'État.

### UNE HISTOIRE DE DIALECTIQUE

Si l'utilisation de la force est au cœur de l'exercice de la domination bourgeoise par le moyen institutionnel de l'État et, en dernière analyse, le moyen ultime pour assurer cette domination, les formules résumant l'État à la seule force armée négligent le fait que le degré d'utilisation de la force par l'État bourgeois peut être variable et doit toujours être pensé en relation avec la quête d'hégémonie des

classes dominantes. Il existe une relation dialectique entre force et consentement : plus le consentement est faible, plus la classe dominante devra se reposer sur l'appareil d'État et la coercition ; plus l'appareil d'État est faible, plus la classe dominante devra rechercher le consentement des dominés.

Ainsi, si la violence d'État est consubstantielle de la domination bourgeoise, elle s'exerce sous des formes et à des intensités diverses selon les configurations politiques et sociales, et doit donc être pensée dans son historicité. La situation que nous traversons actuellement en France, marquée par un degré élevé de répression, est à ce titre singulière, mais elle s'inscrit dans une longue histoire, faite de moments répressifs particulièrement intenses auxquels ont pu succéder des phases où la violence d'État s'exerçait de manière moins brute.

### CRISE D'HÉGÉMONIE

L'autoritarisme macronien est aujourd'hui l'expression «à la française» d'une crise d'hégémonie des classes dominantes à l'échelle internationale, qui se déploie sous des formes diverses dans la plupart des «démocraties bourgeoises». Lors de l'élection de Macron, la question était posée de savoir s'il représentait une solution à cette crise d'hégémonie ou s'il était un produit de cette crise qui ne pourrait, à moyen terme, que l'approfondir. Même si ses contre-réformes répondent aux souhaits de la bourgeoisie, la crise est loin d'être résolue : les réformes sont votées et s'appliquent, mais le consentement n'est pas là.

Le développement de cet autoritarisme n'a pas commencé avec l'élection de Macron mais auquel ce dernier a donné une accélération, n'est pas un accident de parcours. Répression policière, attaques contre la liberté de la presse et offensive contre les droits démocratiques font système, et sont un élément structurant du macronisme. Nous devons donc malheureusement nous attendre à ce que les exactions policières se poursuivent et ne connaissent pas de ralentissement, nous y opposer et les dénoncer, en n'oubliant pas qu'elles témoignent paradoxalement de la fébrilité d'un pouvoir à la légitimité particulièrement faible, dont il est grand temps de se débarrasser avant qu'il ne détruise l'ensemble de nos droits et de nos libertés démocratiques.

<sup>1</sup> Antonio Gramsci, Guerre de mouvement et guerre de position. Textes choisis et présentés par Razmig Keucheyan, Paris, La Fabrique, 2011, p. 234.

# Brexit, année zéro

PAR THIERRY LABICA

*Le résultat des élections législatives du 12 décembre dernier paraissait enfin conduire au terme de plus de trois années d'incertitude. Nanti d'une forte majorité parlementaire, le Premier ministre conservateur, Boris Johnson, paraissait assuré d'avoir les mains libres pour enclencher le processus de sortie de l'UE et d'honorer ainsi le slogan répété jusqu'à l'épuisement auto-parodique : « get Brexit done » (il faut faire le Brexit).*

**M**ais ce programme ne s'arrête pas à la seule question des rapports avec l'UE. Avec Boris Johnson s'ouvre une phase réactionnaire d'une agressivité sans précédent. Il y a au moins une raison simple à cela : il y a seulement deux ans et demi, en juin 2017, le parti travailliste dirigé par une gauche socialiste pour la première fois de son existence, fut proche de l'emporter malgré des pronostics uniformément défavorables. L'éventualité cauchemardesque de voir ce scénario se concrétiser en décembre 2020 a vu une mobilisation exceptionnelle des principaux médias contre Corbyn et le Labour (comme l'a documenté une étude de chercheurs de l'université de Loughborough) et une campagne *tory* (conservatrice) ne craignant plus de recourir à la désinformation la plus audacieuse (faux site de *factchecking*, faux site de présentation du programme travailliste, entre autres).

Dans un moment de soulagement euphorique, le commentariat britannique, et français à sa suite, n'a cessé de fêter la victoire conservatrice « historique » sans trop s'intéresser à ce qui pourrait nuancer un peu les choses : par la magie du système électoral britannique, les conservateurs, avec 30 pour cent du corps électoral ont obtenu une majorité parlementaire de 58% des sièges quand dans le même temps, Le Labour dirigé par Corbyn rassemblait plus d'électorales et d'électeurs que T. Blair remportant une majorité absolue en 2005, par exemple.

Pour être bien réelle, la défaite du Labour n'est en rien la révélation ultime de cette anomalie politique fatale que tant (dans la droite travailliste notamment) voudraient éradiquer. S'ajoute en outre à cela le fait le vote des moins de quarante ans en faveur du Labour largement plus élevé que pour les conservateurs. Les signaux ne sont rien unilatéralement négatifs.

Dans ces conditions, il paraît y avoir urgence pour cette droite ouvertement raciste et nationaliste – maintenant acclamée par les personnalités politiques et médiatiques de l'extrême droite britannique et saluée par D. Trump – à lancer une contre-offensive d'envergure contre tous les signaux de reconstruction de la gauche britannique de ces dernières années. À ce titre, il vaut de considérer que la Grande-Bretagne propose ainsi sa propre déclinaison de la lutte acharnée à échelle globale des droites radicalisées et des extrêmes-droites en phase de conquête ou de reconquête du pouvoir.

La recomposition nationaliste de la droite britannique, entre Johnson et Farrage (leader du parti pro-Brexit largement pénétré par l'extrême-droite), a donc la conjoncture pour elle après des mois de crise parlementaire ininterrompue. Le danger de la gauche est écarté ; les coudees peuvent être franches sur plusieurs fronts et le Brexit, pour faire entendre un point d'orgue à cette hégémonie apparemment retrouvée.

Les sombres complications n'attendent pas, cependant.

## CRISE CONSTITUTIONNELLE ET ÉMANCIPATIONS NATIONALES

Johnson a déjà essuyé un triple échec à la chambre haute sur son accord de retrait le 20 janvier dernier (sur des questions relatives à la Cour suprême du Royaume-Uni, à la Cour européenne de justice et aux droits post-Brexit des ressortissants européens). Fort de sa majorité parlementaire, le Premier ministre a pu surmonter ce premier obstacle sans difficulté apparente. Cette déconvenue passagère a pris cependant un tour d'une tout autre ampleur au cours de ce même mois de janvier lorsque les trois parlements autonomes d'Écosse (Holyrood, le 8 janvier), d'Irlande du Nord (Stormont, le 20 janvier) et du Pays

de Galles (Cardiff, le 21 janvier) rejetaient tous sans appel le projet de loi de retrait défendu par le pouvoir londonien.

Le problème devient ici d'une tout autre nature et ne peut se résoudre dans ce cas que par un coup de force anticonstitutionnel : le parlement du RU (à Londres) ne peut pas « normalement » légiférer sur une question engageant la compétence des parlements autonomes Écossais, Gallois ou Nord Irlandais sans que ces assemblées lui aient permis de le faire en adoptant une motion de consentement législatif préalable, conformément aux termes d'une convention particulière : la convention Sewel.

L'Écosse se trouve donc dans la situation où sa sortie de l'UE est contrainte par un vote anglais – les Écossais s'étant prononcés à 62 pour cent pour rester dans l'UE, ou les nationalistes du SNP détiennent 48 des 59 circonscriptions parlementaires du pays, où le Premier ministre anglais rejette les nouvelles demandes de référendum sur l'indépendance émises par la Première ministre du parlement Écossais, Nicola Sturgeon, et où enfin, le pouvoir londonien se dispense de respecter les règles régissant ses relations avec les parlements autonomes du RU.

L'Irlande du Nord, quant à elle, a voté à 56 pour cent en faveur du maintien dans l'UE en 2016 et se trouve donc elle aussi contrainte à la sortie par le vote anglais. Le projet de loi de retrait a réussi à faire l'unité contre lui, des conservateurs du DUP (pourtant pro-Brexit) qui avait soutenu le gouvernement de T. May au Sinn Féin (républicain indépendantiste). Pour le DUP, la possibilité d'une frontière et de contrôles douaniers entre l'Irlande du Nord et le reste de la Grande-Bretagne est



un point de désaccord non-négociable. Du côté républicain, le problème central est celui de la possibilité du retour d'une frontière physique entre Irlande du Nord et république d'Irlande. Une telle éventualité signifierait en outre une remise en cause directe des Accords du Vendredi saint de 1998 qui avaient mis un terme à trente années de « troubles » – selon l'euphémisme consacré.

Toujours sur ce registre, observons enfin la situation dans laquelle se trouve la monarchie britannique elle-même : refuser l'assentiment royal aurait causé un précédent constitutionnel difficile à imaginer. Mais au regard de ce qui précède, la formalité de l'assentiment royal ouvre la voie d'une crise dont une issue maintenant de plus en plus probable n'est autre que la fin du Royaume-Uni lui-même : les sentiments et la revendication indépendantistes en Écosse ne sont pas prêts de retomber et en outre, le SNP, compte tenu de sa position de force, pourra difficilement éviter la confrontation directe avec Londres s'il veut se montrer à la hauteur de la situation. Quant à la question frontalière nord-irlandaise, elle n'a qu'une seule solution juridique, logistique, politique et constitutionnelle : la réunification de l'île d'Irlande après bientôt cent ans de partition. La distance entre Cardiff et Londres ne manquera pas de croître dans ce contexte et avec le remplacement très incertain des fonds structurels européens. Du côté du pouvoir londonien, on voit mal, cependant, comment la pérennité de l'existant ne passerait pas par une régression impériale sans fard.

### TOURMENTE COMMERCIALE INTERNATIONALE

En franchissant le seuil de sortie de l'UE le 31 janvier 2020, le Brexit version Johnson est d'emblée promis à un avenir fragile sur le terrain commercial international. Le problème peut se résumer de manière assez simple : Johnson ne peut se montrer à la hauteur du Brexit qu'il a défendu et apaiser les craintes

entrepreneuriales britanniques qu'en cherchant à concrétiser rapidement l'alliance commerciale promise de longue date avec les États-Unis de Trump. Éviter ou mitiger les effets négatifs de la sortie de l'UE l'exige, d'autant que le ministre des finances, Sajid Javid, a déjà mis en panique le patronat britannique en déclarant au *Times*, mi-janvier, qu'il n'y aurait ni alignement réglementaire avec l'UE, ni marché unique, ni union douanière et que le tout serait réglé d'ici la fin de l'année 2020. La déclaration assurait de la catastrophe déjà pressentie pour le secteur manufacturier, l'automobile, le secteur agricole, les transferts de données... Des espoirs d'échange commerciaux « sans friction » entre le RU et l'UE, il ne reste dès lors rien ou presque si l'on tient compte de la légère modération de

britannique aux entreprises pharmaceutiques US, ou pour la déréglementation des normes de sécurité alimentaires britanniques au profit de l'agro-alimentaire US, son bœuf aux hormones et ses poulets chlorés.

Ajoutons à cela que, malheureusement pour Johnson, les priorités de Trump ne sont pas les siennes, quelles que soient leurs connivences politico-capillaires. Suite à l'annonce britannique d'une imposition à hauteur de deux pour cent sur les revenus des grandes entreprises du Net, le secrétaire au Trésor américain, Steve Mnuchin, a d'ores et déjà réagi en promettant un début de guerre commerciale : taxez nos géants du net, nous taxerons arbitrairement vos exports automobiles. De la même manière, Trump a fait planer une menace de représailles commerciales en cas d'accord

entre les britanniques et le géant des télécoms chinois, Huawei. Les divergences sont aussi marquées sur l'accord nucléaire iranien et ne faciliteront rien.

Bien d'autres questions encore promettent des jours difficiles au Brexit en version *tory*. On pense par exemple aux contradictions de la politique migratoire entre posture xénophobe officielle et pénurie de main d'œuvre qualifiée dans nombre de secteurs. On pense aussi aux financements censés se substituer aux fonds structurels européens pour l'emploi et la ré-



Boris Johnson et Donald Trump à la rencontre bilatérale au siège de l'ONU le 24 septembre 2019. © White House Photo, Shealah Craighead / Wikicommons

ces propos lors du sommet de Davos. Il y a donc plus que jamais urgence pour un accord entre Royaume-Uni et États-Unis. Trump, de son côté, est à la recherche de succès qui permettront qu'il soit question d'autre chose que de sa procédure de destitution et de renforcer son bilan à la veille d'une nouvelle campagne présidentielle américaine. En dépit de ses marques de sympathie répétées à l'égard de Johnson, Trump n'est pas exactement un humanitaire et la position de vulnérabilité du Premier ministre britannique n'échappe à personne et à lui moins encore sans doute. L'avenir des liens entre le RU et l'UE étant pour l'instant bouché, Trump a tout le loisir de pousser pour l'ouverture du marché de la santé

génération urbaine dans les nombreuses régions britanniques jamais remises de la désindustrialisation et gagnées par un sous-développement et une pauvreté épidémiques et durables. La totalité du Pays de Galles est concernée au premier chef.

Reste donc à savoir si face à ces désastres économiques et sociaux en cours et annoncés, une nouvelle direction du Labour saura rester à la hauteur en dépit de la démoralisation et de la contre-offensive de tout le camp réactionnaire hors du- et dans le Labour même. C'est tout l'enjeu de la succession de Corbyn, entre possible enracinement à gauche (autour de Rebecca Long Bailey) ou revanchisme liquidateur de l'extrême-centre. La suite dans quelques semaines. □

# Gouvernement PSOE-UP : fin de parcours

PAR MANUEL GARÍ\*

*Comme lors des élections à la papauté de Rome, les citoyenNEs de l'État espagnol étaient en attente depuis des mois de la « fumée blanche » du Parlement : la formation d'un gouvernement. Au cours de cette étape, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) a gouverné provisoirement sur la base du Budget général de l'État (PPGE), antisocial, hérité de l'ancien gouvernement Mariano Rajoy du Parti populaire (PP).*

**A**près plusieurs échecs successifs dans la recherche d'accords électoraux, Pedro Sánchez, leader du PSOE, a réussi à former un gouvernement de coalition avec Unidas Podemos (UP<sup>1</sup>), ce qui avait toujours échoué lors des tentatives précédentes. De son côté, lors des consultations de la base, UP n'a envisagé à aucun moment la possibilité de soutenir l'investiture de Sánchez sans faire partie de l'exécutif, en échange du respect de points spécifiques et évaluable, tout en conservant son indépendance dans le reste des questions. L'argument martelé est que seule la présence d'UP dans le gouvernement garantirait le respect du programme.

## UN GOUVERNEMENT SOCIAL-LIBÉRAL

Le nouveau gouvernement ne se qualifie pas « de gauche » mais « de progrès », ce qui n'en est pas moins une déclaration d'intentions et de limites. Sommairement, après lecture de l'Accord signé lors de sa formation, nous pouvons définir son profil comme celui d'un gouvernement social-libéral qui humanise ses politiques par des mesures visant à atténuer les situations les plus pressantes, et qui propose une réforme politique dans le cadre constitutionnel pour désamorcer le conflit territorial. Il annonce des mesures positives pour augmenter le salaire minimum d'ici quatre ans ou pour éliminer certains aspects tranchants de la réforme du travail du PP ; il énonce de bonnes intentions en matière de défense des femmes, des LGBTI ou d'autres droits civiques, des annonces qui ne sont pas développées et manquent de précisions en termes de financement et de calendrier ; et il évoque des mesures fiscales progressistes afin d'augmenter

les recettes sans modifier substantiellement le modèle fiscal.

Mais l'Accord mise sur la stabilité budgétaire dans le cadre des dispositions de l'Union européenne (UE) qui rendront difficile le respect des mesures les plus progressistes, avec trois facteurs qui constituent une épée de Damoclès : une éventuelle stagnation économique avec une baisse des recettes de l'État ; l'application de l'article 135 de la Constitution entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier qui donne la priorité au paiement de la dette – la dette publique représente 96,57% du PIB, bien au-dessus du plafond communautaire de 60% – et l'ajustement requis par Bruxelles, une réduction du déficit d'environ 8 000 millions d'euros.

La composition et la structure du gouvernement ne laissent aucun doute sur qui commande et a l'hégémonie. Le PSOE s'est réservé la plupart des ministères, a placé des néolibéraux dans les portefeuilles économiques ou à la Sécurité sociale et des personnes d'une fidélité éprouvée au régime de 78 dans le cœur de l'État (armée, justice, intérieur...), laissant à l'UP des domaines réduits et découpés d'autres ministères à faible poids budgétaire, bien que permettant dans certains cas (Ministère de l'égalité) un certain écho médiatique, toujours conditionné au Protocole signé qui impose l'homogénéité des messages et une discipline stricte devant les médias pour les ministres ainsi que pour tous les élus des deux formations. Vingt-quatre heures ne s'étaient même pas écoulées depuis la formation du gouvernement que l'UP a déjà dû avaler plusieurs couleuvres : accepter la nomination du procureur général, faire face à un recours contre une loi défendant les acheteurs

de maison face aux banques de Navarre et empêcher le roi d'aller au Parlement, à la demande des indépendantistes catalans de gauche de la CUP...

## UN ACCORD SOUS LA PRESSION DE L'EXTRÊME DROITE...

Comment a-t-il été possible de trouver un accord en 24 heures, que le PSOE présentait comme impossible après les élections du 10 novembre dernier ? La meilleure explication à cette heure a été donnée par le député d'Esquerra Republicana de Catalunya (ERC) Gabriel Rufián, citant l'Argentin Jorge Luis Borges : « *Ce n'est pas l'amour qui nous unit mais la peur.* » En effet, Sánchez a pu voir diminuer, lors des élections successives, le soutien à la fois au PSOE et, surtout, à l'UP, qui n'a plus que la moitié des sièges qu'il détenait lors de la précédente législature, et voir au contraire la droite commencer à se relever de la crise sans précédent qu'elle traverse depuis 1977, avec un renforcement de l'extrême droite représentée par Vox.

Sánchez n'a été investi chef du gouvernement que par une différence de deux voix entre votes favorables (167) et votes opposés (165), et en bénéficiant des absentions de forces très éloignées comme l'ERC catalane ou les basques de Bildu. Le parlement issu des dernières élections est extrêmement fragmenté avec dix groupes parlementaires formés par vingt-deux partis. Il est également fortement polarisé avec une droite qui se considère propriétaire des institutions et du gouvernement et maintient une



tactique de « coup d'état institutionnel » à la bolivienne, remettant en cause la légitimité du PSOE, ressuscitant l'épouvantail « *les communistes boliviens arrivent* », en référence à Unidas Podemos et en préconisant une version dure des politiques sociales et fiscales néolibérales.

C'est Vox, son aile radicale, qui dicte l'agenda en mettant en avant une virulente et réactionnaire lutte culturelle, idéologique, antiféministe, lgbtphobe et négationniste du changement climatique. Les trois partis de droite (PP, Vox et Ciudadanos) ont fait de la question catalane l'axe central de la reconstruction d'un nationalisme espagnol centraliste, excluant et autoritaire qui nie la pluri nationalité de fait de l'État espagnol et qui se construit autour de trois axes : la monarchie comme garant du statu quo, l'unité nationale et le rôle des forces armées pour la garantir.

### ... ET DU PATRONAT

Dans ce climat de menaces et de manœuvres, les pressions contre la formation du gouvernement de coalition n'ont pas manqué de la part du patronat organisé dans la CEOE<sup>2</sup> et des principales entreprises qui sont cotées à la Bourse, regroupées dans l'indice Ibex 35 ou les « avertissements » de la Banque Mondiale et des investisseurs internationaux, qui ont bien sûr été les premiers interlocuteurs reçus par le gouvernement.

Mais la toile de fond, dont sont conscients tant le PSOE que le PP, demeure la crise du régime de 1978 qui est devenue évidente avec l'appui reçu par les mouvements du 15 Mai ou avec les mobilisations massives pour l'autodétermination en Catalogne. Cette crise n'est toujours pas résolue. L'image du roi est mauvaise, le malaise social – produit des politiques d'austérité – demeure, bien que pour le moment il ne se traduise pas par des mobilisations, la question territoriale n'a pas été résolue par la répression des leaders catalans, et l'État « profond » hérité du franquisme continue d'être un motif de remise en question de la légitimité institutionnelle.

De là l'importance que le PSOE, véritable pilier du régime, donne à la gouvernabilité du pays avec l'objectif d'éviter une aggravation de la crise politique latente. En faveur de sa politique de « normalisation », le PSOE compte sur la fin du cycle de contestation politique ouvert par le

15M, qui s'est refermé avec la démobilitation sociale, une nouvelle délégation sans contrôle de la représentation institutionnelle et la possible réabsorption de Unidas Podemos dans la sphère gouvernementale marquée et hégémonisée par Sanchez, avec pour conséquence la neutralisation des propositions programmatiques les plus importantes de ce qui s'est appelé les « forces du changement » lors de la création de Podemos voilà six ans.



Pablo Iglesias et Alberto Garzón, membre d'Izquierda Unida et futur ministre, le 9 mai 2016. © Capture YouTube, Wikicommons

### PODEMOS, DE LA CONTESTATION À L'ADAPTATION

Face à cette situation le peuple de gauche n'a pas reçu l'annonce du gouvernement avec enthousiasme mais avec soulagement puisqu'ainsi on a empêché la tenue de nouvelles élections qui auraient probablement donné d'encore meilleurs résultats au PP et à Vox.

Du côté de Unidas Podemos, on a célébré de façon très exagérée, avec une suractivité de ses porte-paroles, l'entrée au gouvernement. Rien n'est plus éloigné de la réalité. Bien au contraire, ce gouvernement naît de la défaite des aspirations du 15M. Et le transformisme politique de Pablo Iglesias a joué un rôle significatif dans cette défaite. Pablo Iglesias est passé en un temps record de la contestation de la Constitution à sa défense, du défi au pouvoir de la banque et des entreprises de l'énergie à l'oubli des politiques qu'il proposait, ou encore de la critique des politiques économiques de l'Union Européenne à l'acceptation, dans « *l'Accord du gouvernement de progrès* », du « *respect des mécanismes des disciplines fiscales pour garantir la viabilité des comptes publics* ».

Le dirigeant d'UP n'a pas hésité à affirmer dans les médias que « *ce gouvernement va avoir un caractère modéré (sic) [...] il est évident que la constitution va en poser les limites [...]. Nous ne pouvons pas oublier d'où nous venons* ».

Podemos, depuis sa création, a toujours eu deux âmes, y compris lors des moments d'accord. C'est la fin de la trajectoire pour ceux qui, comme Iglesias, avaient pour objectif historique leur accession personnelle au

gouvernement de l'Espagne et qui y ont consacré toute leur énergie. La fin de la trajectoire pour ceux qui, comme nous, voulions faire de Podemos un outil pour organiser politiquement ceux d'en bas, pour que la classe travailleuse « prenne » le gouvernement et... le pouvoir.

Dans cette accumulation de contradictions de la direction de Podemos qui oublie « où nous voulions aller après le 15M », réside la question du futur du gouvernement, mais également de la gauche dans son ensemble. Le secteur le plus conscient de cette gauche pense qu'il faut gouverner, mais pas comme ça. C'est à la gauche alternative d'apporter une réponse à cette situation. □

\* Manuel Garí est militant d'Anticapitalistas, section espagnole de la IV<sup>e</sup> Internationale.

### Notes et intertitres de la rédaction.

1) Coalition espagnole fondée en mai 2016 entre Podemos, la Gauche unie (IU) et Equo (parti appartenant au Parti vert européen).

2) Confederación Española de Organizaciones Empresariales (CEOE, Confédération espagnole des entreprises) fondée en 1977.

# Contre la machine de propagande : non à la guerre avec l'Iran !

PAR DAVID FINKEL\*

*La négligence criminelle du régime iranien et de l'armée – abattre un avion de ligne qui venait de décoller de leur propre aéroport de Téhéran – devrait immédiatement nous rappeler les dizaines, voire les centaines de fois où les forces américaines ont causé le même genre de carnage collatéral de civils.*

Il n'est pas nécessaire de remonter jusqu'en juillet 1988, lorsque l'USS Vincennes a abattu un avion de ligne iranien, le Vol 655, avec 290 victimes à bord : les États-Unis ont finalement payé une compensation mais ne se sont jamais excusés. De 2001 à nos jours, dans les guerres américaines en Afghanistan et en Irak, il suffit de penser aux mariages bombardés depuis les airs, aux convois civils anéantis par des « bombes intelligentes » guidées par laser, aux journalistes visés par un hélicoptère d'attaque, aux familles anéanties quand la « mauvaise » maison a été bombardée ou attaquée, au massacre de civils par Blackwater (milice privée américaine sous contrat du gouvernement US) à un rond-point de Bagdad. Tous ces cas qui ont été révélés, alors que tant d'autres sont restés inconnus.

La catastrophe de cet avion ukrainien (Vol 752) abattu en Iran devrait nous rappeler tous ces événements, mais bien sûr, cela ne se produit pas. Bien au contraire : les médias dominants et la grande majorité des politiciens du spectre conservateur et libéral se concentrent sur le dernier crime de l'armée iranienne pour faire oublier au public américain ce que les guerres et les interventions de notre propre pays ont fait aux populations de tant d'autres nations. Y compris ce que notre allié stratégique, l'Arabie saoudite, avec ses pilotes formés aux États-Unis, ses avions et ses bombes fournis par les États-Unis, a fait à la population du Yémen.

## DES MENSONGES

De même, l'assassinat américain du général iranien Qassem Soleimani – et les prétextes mensongers toujours changeants avancés par Trump et son administration au sujet d'une « menace imminente » – devraient nous rappeler que cette même figure « terroriste » et l'Iran lui-même au cours des deux dernières décennies ont été également été les partenaires des États-Unis dans la lutte contre les talibans,

al-Qaïda et « l'État islamique ». Au lieu de cela, bien sûr, le débat des « experts » sur la question de savoir si ce meurtre était une « politique adéquate » amène les gens à oublier commodément presque tout ce qui est survenu auparavant.

La dissimulation mensongère et grossière tentée par le régime iranien pendant trois jours après la chute de l'avion devrait également nous rappeler les efforts du royaume saoudien pour cacher l'enlèvement ciblé et le meurtre du journaliste Jamal Khashoggi à Istanbul – crime pour lequel les États-Unis n'ont imposé aucune sanction réelle. Encore une fois, c'est presque oublié maintenant.

Les mensonges du régime iranien envers son propre peuple ont ravivé une vague de protestations populaires contre la brutalité meurtrière, la corruption et l'administration incompétente de la République islamique. Sur ce point et sur d'autres points importants, l'information est disponible sur le site Web de l'Alliance des socialistes du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (et en français sur le site ESSF <https://www.europe-solidaire.org/>).

## NOTRE ACTION ANTI-IMPÉRIALISTE

Nous aux États-Unis, nous devons nous concentrer sur la menace de guerre et sur la question du démantèlement final de l'accord sur le nucléaire iranien de 2015 (Joint Comprehensive Plan of Action, JCPOA). Il est clair que le régime iranien ne veut pas participer à une guerre avec les États-Unis, et il semble que l'administration américaine ne veuille pas non plus la guerre, à l'exception des néoconservateurs qui infestent l'appareil de sécurité nationale de la Maison Blanche. Et certainement que le peuple américain n'en veut pas non plus.

Cela n'atténue pas le danger du moment présent. Les sanctions imposées par les États-Unis ont écrasé l'économie iranienne, qui se serait contractée de 9,5% au cours de la dernière année. À l'heure

où nous écrivons, les États européens qui ont promis de maintenir le JCPOA semblent l'abandonner sous l'intimidation de Trump. Le peuple iranien, à qui Trump tweete cyniquement son « soutien », souffre de l'effondrement de son niveau de vie, de ses infrastructures médicales et de sa sécurité alimentaire.

Les résultats prévisibles seront un conflit plus asymétrique, entre deux pays aux moyens très inégaux, davantage de meurtres ciblés par les États-Unis – et peut-être au bout du compte la tentative de l'Iran de parvenir à une capacité d'armes nucléaires dissuasives (ce à quoi il avait renoncé après 2003 et la chute de son grand ennemi traditionnel, l'Irak de Saddam Hussein).

Si les perspectives immédiates ne sont pas claires – que ce soit vers une escalade des tensions ou une période de relâchement relatif – ce qui est absolument clair est la nécessité d'une résistance anti-guerre de masse qui parle au peuple de ce pays. Les manifestations qui se déroulent dans des dizaines de villes sont une bonne chose, mais il en faut plus. Il ne s'agit pas seulement d'exposer les mensonges quotidiens de Trump et de ses facilitateurs. Il faudrait demander à tous les candidats démocrates s'ils renient la guerre, la menace de guerre et les sanctions paralysantes contre l'Iran, sans leur laisser la possibilité de paroles évasives et d'esquives.

À l'heure où la planète brûle déjà, il ne faut pas oublier qu'une autre guerre pour l'empire est absolument inacceptable.

Pas de guerre avec l'Iran, troupes américaines hors du Moyen-Orient maintenant ! **No War With Iran – U.S. Troops Out of the Middle East Now!** □

\* David Finkel est un éditeur de *Against the Current*, publication de l'organisation étatsunienne Solidarity ([www.solidarity-us.org](http://www.solidarity-us.org)).

Traduction et intertitres de la rédaction.

# Hôtel Ibis des Batignolles : une grève emblématique des femmes de chambre

PAR TIZIRI KANDI

*En 2012, les femmes de chambre du Campanile de Suresnes obtenaient la première victoire importante puisque la grève a permis de mettre fin à la sous-traitance dans un hôtel. Les grèves se sont multipliées dans les hôtels de luxe : Park Hyatt Vendôme, Hyatt Madeleine, W Opéra, L'hôtel du collectionneur, Holiday Inn de Clichy, etc. À partir de la grève qui dure depuis plus de 6 mois à l'Ibis Batignolles, Tiziri Kandi\* revient sur les enjeux et l'organisation de ces grèves longues et qui permettent d'arracher des victoires.*

## **Contretemps : Peux-tu revenir sur les enjeux de la lutte des femmes de chambre et des gouvernantes de l'hôtel Ibis Batignolles ?**

*Tiziri Kandi* : C'est une grève emblématique. Elle touche le groupe ACCOR, un groupe très dur et qui tient à son image de marque. Il est le sixième groupe hôtelier mondialement. C'est une entreprise qui ne connaît pas le dialogue social, qui étouffe les affaires. On a donc d'un côté, un des plus grands hôtels du groupe Accor – 706 chambres et de l'autre, la SAS-STN qui investit dans l'hôtellerie de luxe, et qui est connue pour avoir racheté beaucoup de petites entreprises de nettoyage. C'est une entreprise qui a recours à des pratiques mafieuses, des licenciements abusifs des salariéEs, du travail dissimulé, qui achète la paix sociale en corrompant des syndicats, etc.

L'enjeu de la lutte est l'internalisation. On est contre la sous-traitance hôtelière. Pour les hôtels, il y a un enjeu économique de réduction des coûts : on prive

les salariéEs de la sous-traitance des acquis des salariéEs de l'hôtel, iels ne sont pas soumis de la même convention collective que les salarié-e-s de l'hôtel, et ne peuvent bénéficier des accords d'entreprises qui contiennent certains avantages (13<sup>ème</sup> mois, prime d'intéressement, etc.).

En sous-traitant, on crée une multitude de statuts, et on divise donc les salariéEs qui travaillent pourtant dans un même endroit. Cette division bloque malheureusement la possibilité de mobilisations communes, touTEs ensemble, ne serait-ce qu'à court termes.

## **Quelles sont les questions soulevées par l'ensemble de ces mobilisations de femmes de chambre ?**

Ce sont des grèves de femmes, donc des grèves féminines mais ce sont aussi des grèves féministes car elles remettent en cause ce à quoi on assigne les femmes, notamment le temps partiel imposé. Les femmes grévistes revendiquent d'être

embauchées à temps complet car en réalité elles travaillent effectivement à temps complet, à cause d'un mode de paiement « à la chambre » et non en fonction du temps de travail. À l'Ibis Batignolles, elles ont une cadence moyenne de trois chambres et demie de l'heure ! C'est irréalisable.

Ce qui revient souvent dans les mobilisations, c'est le droit au respect, à la dignité et à la reconnaissance du travail effectué. Les grévistes disent souvent que ce n'est pas parce qu'elles sont des femmes noires qu'elles doivent être déconsidérées. D'ailleurs, ce sont ces personnes qui sont souvent préférentiellement employées par les sous-traitants parce qu'elles sont considérées comme « arnaquables ». Elles ont souvent des titres de séjour d'un an, et doivent faire face à des difficultés à trouver un emploi et à une absence de connaissance de leurs droits. Elles ont des enfants en bas âge, et sont malheureusement contraintes d'accepter ce travail malgré sa dureté et toutes les pratiques illégales car elles n'ont pas le choix !

La grève est un moment d'émancipation et de libération de la parole. Elle leur permet de découvrir leurs droits. Elles mettent des mots sur des pratiques et comprennent qu'il y a du travail dissimulé. Finalement la lutte leur permet d'être envisagées différemment. Et certaines deviennent par la suite militantes et créent des sections syndicales là où elles travaillent. □

## **Propos recueillis par Fanny Gallot**

\* Tiziri Kandi est salariée de la CGT-HPE (Hôtel de Prestige et Économique). Elle effectue un travail d'animation des sections et de la défense syndicale. Cet entretien est une version raccourcie de celui publié sur le site Contretemps : <https://www.contretemps.eu/ibis-batignolles-greve-femmes>. L'article initial développe également la préparation des grèves et le rôle de la caisse de grève.



Piquet de grève devant l'hôtel Ibis Batignolles. © NPA / Antoine Larrache



# Élections municipales : l'extrême droite en embuscade

PAR LA COMMISSION NATIONALE ANTIFASCISTE DU NPA

*L'absence de victoire sociale majeure explique pour beaucoup qu'une partie de la population, en majorité de la petite bourgeoisie mais aussi des classes populaires, trouve dans le vote RN une expression de leur opposition démolie à la violence des attaques. La banalisation des discours racistes, au premier rang desquels l'islamophobie, et réactionnaires en général, portés par les gouvernements successifs, ont également légitimé l'extrême droite et contribué à faire tomber barrière morale et plafond de verre.*

**D**e retour au Parlement et après avoir enregistré une nouvelle progression électorale lors des européennes, le RN s'apprête à gagner plusieurs villes lors des municipales. Il n'est pas impossible que l'ancien compagnon de Marine Le Pen, Louis Alliot, conquiert Perpignan, une ville de plus de 100 000 habitantEs. Le poids politique de l'extrême droite et sa capacité à gagner des positions institutionnelles ne peut plus aujourd'hui être contesté que par des aveugles suicidaires.

Le débat existe sur la caractérisation du Front national. Sans crier au péril fasciste lorsque Marine Le Pen arrive au second tour en 2017, il semble que plusieurs éléments permettent d'éclairer cette discussion. Ainsi l'histoire de l'émergence du FN, dont le premier secrétaire général fut un ancien membre de la LVF (SS français partis combattre l'URSS dès 1941). Le choix du maintien du logo emprunté au MSI italien et représentant l'âme de Mussolini montant au ciel malgré le changement de nom du parti lors du dernier congrès. On relèvera également le maintien du DPS (service d'ordre militarisé) et des liens personnels, professionnels et politiques de Marine Le Pen avec Frédéric Chatillon et Axel Lousteau, leaders du GUD dans les années 1990, ainsi que les liens organisationnels du parti avec des groupuscules fascistes, en premier lieu les identitaires (plusieurs membres travaillent pour le RN, notamment dans la communication, l'ancien leader Philippe Vardon fut directeur de campagne aux

européennes et est candidat à Nice aux municipales). C'est également le cas avec la Cocarde, groupe étudiant d'extrême droite cherchant à redévelopper une activité militante régulière sur les universités, sur un profil droite assez « light » mais regroupant des militants RN, identitaires voire Action française et dont l'un des dirigeants était attaché parlementaire de Jordan Bardella. C'est aussi le discours du RN et sa politique antisyndicale et très gravement néfaste pour les libertés publiques menés dans les villes gagnées en 2014, démontrant la continuité du logiciel politique de la direction du RN et sa dangerosité pour les libertés publiques.

## UNE CAPACITÉ À IMPACTER LA SITUATION POLITIQUE

Pour autant le RN est aujourd'hui affaibli d'un point de vue militant : le nombre d'adhérents est en baisse (20 000 adhérents à jour de cotisation aux dernières nouvelles), il n'organise plus sa manifestation traditionnelle du 1<sup>er</sup> mai, il a vu près d'un tiers de ses élus démissionner depuis les dernières élections, le DPS est largement affaibli... Le RN doit également faire face à de graves problèmes financiers récurrents. En 2017, c'est la Russie qui finance pour partie la campagne présidentielle et, après cette dernière, les dettes sont comblées par l'homme d'affaires français Laurent Foucher, via une banque émiratie. Information qui, tout comme le projet avorté d'invitation de Marion Maréchal-Le Pen à l'université d'été du MEDEF, devrait

faire relativiser l'idée selon laquelle la bourgeoisie n'envisagerait absolument pas le RN comme un recours, a fortiori si la situation économique et sociale devait se tendre.

Mais au-delà de ces possibilités inexistantes, il ne faut pas perdre de vue la capacité de développement autonome de l'extrême droite, c'est-à-dire sa propre capacité à impacter la situation politique et à incarner ce recours dans un contexte différent. Ce n'est évidemment pas uniquement le choix de la haute bourgeoisie allemande qui a permis à Hitler d'arriver au pouvoir mais sa propre capacité à construire un parti, des milices et à avoir une influence politique de masse.

Ainsi, les succès électoraux du RN renforcent sa propre audace militante, comme lorsque Marine Le Pen annonçait la présence de responsable du RN à la manifestation du 5 décembre contre la réforme des retraites. Cette volonté marque par ailleurs une rupture sur l'orientation sociale du RN qui, jusqu'à présent, indiquait son opposition aux réformes gouvernementales mais refusait d'appeler aux manifestations.

Ces résultats électoraux renforcent également l'audace de l'extrême droite radicale, des groupuscules avec lesquelles il entretient par ailleurs des liens organisationnels. C'est par exemple le cas lorsque des militantes d'extrême droite radicale, dont une



au moins émerge à l'Action française et traîne avec les Zouaves, tentent de manifester à Paris contre les violences faites aux femmes sous le nom de NEMESIS. En 2013, nous expliquions déjà que c'était le contexte de manifestation et de discours réactionnaire portée par la Manif pour tous qui avait permis à Esteban Morillo, à visage découvert en plein Paris, d'oser frapper Clément Méric à la tête, armé d'un point américain, avec les conséquences tragiques que l'on connaît. C'est également cette influence politique grandissante qui a donné la confiance à ces groupuscules pour aller à l'affrontement avec la police, puis à attaquer les cortèges

sociale en France avec un niveau de paupérisation de la petite bourgeoisie encore plus élevé qu'aujourd'hui, il est probable que le RN pourrait d'une part opter pour une stratégie d'affrontement plus ou moins direct avec le mouvement ouvrier et obtenir le soutien d'au moins une fraction de la bourgeoisie.

### LES AMBITIONS DE L'EXTRÊME DROITE SUR LES MUNICIPALES

Si le Rassemblement national est loin d'être une machine de guerre électorale (turn-over, incompétences, rivalités), ils partent en 2020 en meilleure position qu'en 2014 : avec un « matelas » de 1 500 conseillers municipaux ayant acquis une connais-

Le RN devrait se présenter dans 400 à 500 communes, soit moins qu'en 2014 mais en ciblant des enjeux politiques plus importants (ville à gagner, enjeu de construction ou d'apparition nationale comme à Paris). Le risque est important de voir être réélus les maires RN (sauf peut-être à Mantes-la-Ville et Hayange, gagnées en quadrangulaire) et de nouvelles mairies être remportées, notamment dans le bassin minier où se trouvent la grande majorité des communes où le RN a fait plus de 50% aux Européennes, et aussi dans le Sud-Est : Var, Vaucluse, autour de l'étang de Berre ou dans le Gard. Les analyses laissent à penser que c'est une dizaine de nouvelles mairies qui devraient basculer dans les mains du RN.

Enfin, le RN pratique une souplesse tactique pour ces élections : stratégie du « no logo » pour rassurer l'électeur modéré (Perpignan) et surtout tentatives d'union des Droites (avec des non-encartés, le SIEL (Souveraineté, identité et libertés), le PCD (Parti chrétien-démocrate de Christine Boutin) et parfois des dissidents LR) dans certaines villes : Frontignan, Bagnols-sur-Cèze, Vannes, Le Mans, cas particulier de Béziers, Paris, Sète, Carpentras. Toutefois, LR semble maintenir le cordon sani-



© Photothèque Rouge / MILO

progressistes dans la mobilisation des Gilets jaunes.

Si cette séquence c'est finalement soldée positivement, avec l'éviction de l'extrême droite organisée à Paris, Toulouse et Lyon, cela n'a pas été sans difficultés d'une part. D'autre part, cela n'a pas empêché l'extrême droite de sortir renforcée électoralement, mais aussi, dans certains endroits, d'un point de vue militant. La mise en action de fractions de notre camp social sans tradition politique importante et sans lien développé avec le mouvement ouvrier organisé est évidemment positive, mais pourrait également profiter à l'extrême droite à défaut de politique conséquente de la gauche radicale.

Dans un contexte de nouvelle crise économique, d'augmentation des tensions internationales mais également

sance des dossiers et une exposition médiatique (malgré près d'un tiers de départs) et qui feront des bons candidats en 2020 ; avec un rayonnement depuis les mairies conquises en 2014 vers les villes voisines (bassin minier du Pas-de-Calais autour d'Hénin-Beaumont, autour de Béziers, dans le Vaucluse et les Bouches-du-Rhône). Il faut noter que le RN a désormais un « mille-feuilles » d'élus dans certains territoires : mairies, conseillers départementaux du secteur, députés de la circonscription, ce qui leur donne une force de frappe électorale considérable (par exemple les quatre députés RN du bassin minier). Globalement, les électeurs des municipalités RN sont satisfaits des politiques menées et revotent RN aux élections suivantes.

taire à l'exception de quelques individualités arrivistes. La période de l'entre-deux-tours pourrait voir de nouveaux basculements parmi les LR. Perpignan est la plus grande ville française menacée de tomber aux mains du RN.

À noter le risque de bascule de certaines mairies PCF (notamment Grenay dans le Bassin minier ou de manière plus hypothétique Arles et Givors) ainsi que la candidature de transfuges issus de la gauche (Andréa Kotarac à Lyon, Aurélien Legrand à Paris 13, Didier Lignac dans l'Aveyron). Et pas impossible qu'on ait d'autres mauvaises surprises dans les mois à venir... À terme, il pourrait se développer un « frontisme municipal », comme on a pu parler de communisme municipal. □

# États-Unis : faire face à Trump et à l'impérialisme

PAR YOHANN EMMANUEL ET HENRI WILNO

*Nous sommes au début du processus qui va déboucher sur l'élection présidentielle américaine de novembre prochain. Au sein du parti républicain, les jeux sont faits : ce sera Trump. Les primaires démocrates vont commencer et opposent une large palette de candidats, du milliardaire Michael Bloomberg qui fut maire républicain de New York à Bernie Sanders qui se réclame du « socialisme ». Trump sera un adversaire coriace.*

**D**ès son investiture, Donald Trump a commencé à se battre pour sa réélection, et ses chances sont certaines. Pourtant, lors de son élection en 2016, beaucoup s'interrogeaient : comment un tel individu a-t-il réussi à devenir président des États-Unis ? Quel est le projet de cet homme virevoltant qui s'exprime à coups de tweets ? Depuis le tohu-bohu n'a pas cessé avec une valse incessante des ministres et des conseillers tandis que les États alliés des États-Unis découvrent au jour le jour les initiatives de leur chef de file. On peut toutefois observer une chose : les grands patrons qui, au début du mandat, faisaient preuve d'états d'âme sur telle ou telle décision (hausse des droits de douanes renchérissant les produits importés ou mesures contre les immigrés les privant d'une main-d'œuvre nécessaire par ses compétences ou sa précarité), se taisent désormais. Plus encore : un des gourous de Wall Street, le financier Steve Eisman le déclare franchement : « *Un nouveau mandat pour Trump serait très bien vu par les marchés* ».

## « UN NOUVEAU MANDAT POUR TRUMP SERAIT TRÈS BIEN VU PAR LES MARCHÉS »

Globalement, au-delà des aléas parlementaires et de l'instabilité de son entourage, Trump a réussi à largement démanteler l'Obamacare, la réforme très insuffisante du système de santé mise en place par Obama, et fait perdre leur couverture santé à 13 millions d'Américains. Trump a remis en cause les réglementations environnementales, suspendu l'application de l'accord de Paris sur le climat et est en train d'engager la procédure pour en sortir définitivement. Les

(faibles) restrictions mises aux agissements spéculatifs des banques ont été assouplies. Une réforme fiscale extrêmement favorable aux hauts revenus et aux entreprises a été adoptée. Les cours boursiers explosent. Pendant ce temps, les inégalités continuent d'augmenter. Trump se félicite d'un chômage faible (inférieur à 4%) mais derrière ce chiffre il y a aussi des personnes découragées qui se retirent de l'activité, des marginaux également hors de la population active et un nombre extrêmement élevé d'emprisonnés (en premier lieu d'Afro-américains, qui ont une probabilité d'être emprisonnés six fois supérieure à celle des Blancs). La croissance est limitée mais la récession et la crise financière prévue par beaucoup d'économistes (et dont l'irrationalité des cours boursiers au regard des résultats des entreprises est un signe annonciateur) ne sont pas encore arrivées. Ce qui permet à Trump de plastronner et de vanter un mode de gouvernement en fait 100% *pro-business* mais avec un discours et des actions qui malmènent ce qui a été l'orthodoxie économique depuis environ quatre décennies : il relativise les préoccupations d'équilibre budgétaire (baisse des impôts des riches et hausse des dépenses militaires), il méprise l'indépendance de la banque centrale et n'hésite pas à l'admonester publiquement pour l'inciter à baisser encore les taux d'intérêt, enfin, il remet en cause le discours sur les bienfaits du libre-échange et du multilatéralisme commercial.

Trump se pose en « ami du peuple ». Aux États-Unis (et ailleurs), le néo-libéralisme est discrédité auprès de larges secteurs de la population. Dans ce contexte, explique Daniel Tanuro dans son ouvrage sur Trump (*Le moment Trump. Une nouvelle*

*phase du capitalisme mondial*, Demopolis, 2018), se manifestent à la fois la recherche confuse d'une alternative à gauche et l'attraction pour une « *révolte réactionnaire* ». Trump est le produit de cette situation dans le contexte américain, instrumentalisant cette révolte réactionnaire au service d'« *un projet de capitalisme sauvage, brutal et très autoritaire* ». Pour renforcer son assise politique, il a cherché à se concilier des fractions du syndicalisme américain ; c'est une des fonctions de sa dénonciation, au nom de l'emploi, des réglementations environnementales et de la concurrence étrangère.

Trump n'hésite pas également à faire appel aux sentiments racistes visant les Afro-américains, les Musulmans et, avec plus de prudence, les Latinos et les Juifs. Son retour permanent sur la nécessité de construire un mur anti-immigrés à la frontière avec le Mexique relève du même registre. Sa reprise du discours réactionnaire sur l'avortement va dans le même sens : il est le premier président en exercice à avoir participé à la marche annuelle contre l'avortement, le 24 janvier dernier. Trump se vante de préserver, voire de faire revenir les emplois aux États-Unis mais cette prétention se heurte aux réalités du capitalisme mondialisé qui sait lui imposer ses exigences. Tim Cook, le patron d'Apple, ex-fan d'Hillary Clinton, a ainsi réussi à gagner la grâce d'un président qui, fin juillet 2019, martelait qu'Apple ne bénéficierait pas de traitement de faveur dans la guerre commerciale avec Pékin : il a obtenu des exemptions douanières sur plusieurs composants importés de Chine. Trump a engagé une guerre commerciale avec la Chine dans laquelle un armistice vient d'être signé à la mi-janvier avec un accord commercial transitoire.

Cet affrontement ajoute aux incertitudes pesant sur l'économie mondiale mais ce n'est pas, pour l'instant, la préoccupation principale de Trump. Agiter le péril chinois est un bon argument électoral mais, surtout, la présidence Trump correspond à une nouvelle phase de ce capitalisme mondial que les États-Unis ont dominé politiquement et économiquement de la fin de la Seconde Guerre mondiale au début du millénaire. Aujourd'hui, les États-Unis demeurent bien la seule puissance capable d'intervenir militairement partout dans le monde et ils jouissent encore d'une avance technologique par rapport à tous leurs concurrents tandis que demeure la centralité monétaire du dollar. Mais le monde a commencé à basculer et s'élève une future nouvelle superpuissance : la Chine.

### L'IMPÉRIALISME DE TRUMP

Il s'agit pour Trump de ralentir la montée de la Chine. Sur le plan économique avec des droits de douane et sur le plan technologique en barrant la route à des entreprises comme Huawei, en freinant les transferts des technologies américaines vers la Chine, et en obtenant la fin des subventions aux entreprises d'État... Il n'y a pas que le terrain économique, les États-Unis montrent aussi leurs muscles en mer de Chine méridionale où l'US Navy conduit régulièrement des opérations baptisées « liberté de navigation » afin de répliquer à Pékin qui y revendique la quasi-totalité des îles et récifs face aux autres États riverains. Trump a considérablement augmenté le budget militaire américain (voté au Congrès avec le soutien de beaucoup d'élus démocrates) Avec le haut état-major américain, a été mise en chantier une doctrine militaire qui banalise le nucléaire. En août 2019, les États-Unis ont dénoncé le traité de désarmement nucléaire INF sur les missiles à portée intermédiaire (au motif, selon eux, que la Russie ne le respectait pas). Une nouvelle course aux armes nucléaires est donc engagée. En fait, selon les spécialistes, les États-Unis espèrent profiter de la fin de ce traité pour moderniser son arsenal pour contrer la montée en puissance de la Chine, qui cherche à affirmer sa suprématie militaire en Asie. Comme l'écrit le chercheur en géopolitique Pascal Boniface, « Pour D. Trump, les États-Unis doivent diriger le monde. Ils n'ont ni alliés ni amis, ils n'ont que des vassaux. Kim Jong-un est mieux traité qu'Angela Merkel [...] pour satisfaire les

besoins de sa diplomatie » et faire croire qu'il a remporté un succès<sup>1</sup>. En Amérique du Sud, les États-Unis soutiennent les tentatives de renversement (Venezuela) ou les renversements effectifs (Bolivie) de régimes qui contreviennent à leurs intérêts, et Trump est revenu sur l'accord de 2014 signé par Obama avec Cuba. Dans le même temps, le traité nucléaire avec l'Iran est dénoncé unilatéralement, contre l'avis de ses alliés, et les menaces de sanctions contre toutes les entreprises qui continueraient à commercer en Iran les poussent à se retirer de ce marché. Et toutes les initiatives israéliennes sont soutenues, les États-Unis transférant même leur ambassade à Jérusalem. Bref, Trump est ouvertement brutal. Cette brutalité vise aussi les États européens qu'il menace d'un relèvement des droits de douane si un nouvel accord commercial n'est pas rapidement conclu et les admoneste pour des dépenses militaires « insuffisantes ». Il est allé jusqu'à se mêler des affaires internes de l'Union européenne en soutenant avec force le Brexit de son « ami » Boris Johnson.

Les apparences en comparaison plus feutrées des présidences démocrates de Bill Clinton ou d'Obama, dissimulaient mieux une politique qui était elle aussi impérialiste et féroce capitaliste. Et les mandats de Bush, avec l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak, ont été dans les faits bien plus violents que celui de Trump – jusqu'à aujourd'hui. Par-delà l'individu Trump, la brutalité du style révèle en fait une logique plus profonde : la réaction de l'impérialisme états-unien à son propre affaiblissement. Alors que

ses entreprises militaires se sont avérées désastreuses à tous les points de vue, que ses ennemis (l'Iran et la Russie) l'emportent stratégiquement au Moyen-Orient ou en Libye, et que sa domination économique est menacée par la Chine, le style autoritaire de Trump est un moyen pour la puissance états-unienne de se réaffirmer.

Daniel Tanuro résumait ainsi cette logique : « Avec son équipe de milliardaires bigots et de généraux galonnés, le nouveau locataire de la Maison Blanche s'est mis en tête de gérer les États-Unis à la baguette, comme une grande entreprise. [...] Trump a un projet, qui consiste pour ainsi dire à restructurer radicalement la multinationale USA Inc. Il sait que le groupe est encore dominant mais en danger de perdre sa position de leader mondial. [...] Que fait un patron qui arrive à la tête d'une entreprise dans une telle situation ? Il donne rapidement quelques signes clairs de sa détermination, se défait des activités qui ne sont pas (assez) rentables, sème la peur, licencie du personnel (femmes et immigrés en premier), recentre le groupe sur son core business, augmente les cadences de travail, remonte les bretelles de ses directeurs de succursales (c'est bien ainsi que Trump a traité le Président du Mexique et le Premier ministre australien !) et établit de nouvelles alliances stratégiques pour préparer l'affrontement avec ses ennemis principaux<sup>2</sup> ». □

1) Pascal Boniface, « Trump, un impérialisme débridé », « Les possibles », revue du Conseil scientifique d'ATTAC, n°20, printemps, 2019.

2) « La place du trumpisme dans l'histoire », Contretemps.eu



© The White House / Wikicommons.

# « Trump n'est isolationniste que lorsque les États-Unis ne sont pas directement concernés »

PAR GILBERT ACHCAR

*Nous nous sommes entretenus avec Gilbert Achcar, professeur à la School of Oriental and African Studies à Londres, au sujet de la politique étrangère des États-Unis de Donald Trump. De l'isolationnisme revendiqué aux coups d'éclat militaires au Moyen-Orient, de la guerre commerciale avec la Chine à l'hostilité vis-à-vis de l'Union européenne, comment comprendre le monde selon Donald Trump ?*

**L'Anticapitaliste : Trump s'était fait élire en portant un discours que certains qualifiaient de « non-interventionniste », promettant le retrait de troupes US, d'arrêter de se mêler de ce qui se passe aux quatre coins du monde. Trois ans plus tard, on se rend compte que le bilan est beaucoup plus « contrasté », et c'est un euphémisme. Comment peut-on comprendre et qualifier la politique étrangère de Trump ?**

Gilbert Achcar : La fibre politique de Trump, celle sur laquelle il joue, est celle que l'on appelle, dans l'histoire américaine, « isolationniste », qui est notamment présente à droite et à l'extrême droite. Elle a longtemps été représentée aux États-Unis par Patrick Buchanan, politicien qui a été candidat à la primaire des Républicains en 1992 et 1996, avec un profil d'extrême droite isolationniste, sur le thème « Qu'allons-nous faire à envoyer des troupes à l'étranger, on a assez à faire chez nous, que le reste du monde se débrouille sans nous, etc. ». Pour certains, ce type de discours peut apparaître comme progressiste, voire anti-impérialiste, mais ce n'est bien évidemment pas le cas de Trump. Celui-ci a une vision très étroite de la politique étrangère, il est contre l'idée des États-Unis comme gendarme du monde, mais pas par anti-impérialisme, et il n'est en réalité isolationniste que lorsque les États-Unis ne sont pas directement concernés. Par contre, dès que les intérêts les plus directs des États-Unis sont en jeu, c'est-à-dire là où il y a intérêt pour les USA d'intervenir, il n'est absolument pas contre. D'où le discours sur le nécessaire retrait d'Afghanistan, sur le retrait/redéploiement des troupes en Syrie, mais jamais l'évocation d'un retrait des troupes US des pays du Golfe, car il sait que c'est

très bon et lucratif pour les États-Unis d'y rester, et il se contente donc de demander plus d'argent à ces pays... Et c'est la même chose pour l'Irak : durant sa campagne, il a dit et répété qu'il fallait que les États-Unis se servent dans le pétrole irakien pour se rembourser les dépenses occasionnées par leur présence dans ce pays. Et il y a un peu plus d'un an, il a fait une visite en Irak, où il a fait l'éloge de la « très belle base » où se trouvaient des militaires US, ce qui n'est pas vraiment l'attitude de quelqu'un qui a décidé de partir. Et dans le même temps il a critiqué Obama, l'accusant d'avoir voulu quitter l'Irak sans compensation financière...

Sa logique n'est donc pas du tout anti-guerre, comme certains ont pu le croire naïvement, comme durant la bataille Trump-Clinton, où des gens ont expliqué que pour des raisons progressistes, il valait mieux Trump... En réalité, c'est quelqu'un qui peut prendre des mesures très belliqueuses, comme il l'a fait en Syrie au tout début de sa présidence, avec des bombardements sur une base du régime syrien, ou comme on vient de le voir avec le général iranien Soleimani, tout en restant dans une logique qui explique, aussi, pourquoi les choses ne sont pas allées plus loin. Il a fait tuer Soleimani, mais nullement dans l'optique d'envahir l'Iran. Certains ont affirmé que Trump préparait une guerre contre l'Iran, mais on a bien vu qu'une fois l'assassinat perpétré, ça a été la désescalade. Sa réaction à la riposte iranienne a été, en gros : tout va bien, restons-en là.

**Quel était, alors, l'objectif vis-à-vis de l'Iran ?**

L'assassinat de Soleimani se place dans une logique, comme il le dit lui-même, de restauration de la « crédibilité » de la

force de dissuasion américaine, mise à mal par l'Iran ces derniers temps. Depuis que Trump a augmenté la pression sur l'Iran après s'être retiré de l'accord sur le nucléaire, les Iraniens ont frappé jusque sur le sol saoudien, avec le bombardement d'installations pétrolières, et Trump n'avait pas réagi à ce moment-là, ce qui avait été vu comme une grande faiblesse. Et là, il fait passer un message : ne m'irritez pas trop, je suis capable de frapper moi aussi. Il s'agit de récupérer cette crédibilité, très importante vis-à-vis des très lucratifs alliés que sont les monarchies du Golfe.

**N'y a-t-il pas aussi une dimension de politique intérieure, vis-à-vis de certaines franges de son électorat, notamment les plus islamophobes ?**

Tout à fait. Tout est toujours très lié chez Trump. C'est quelqu'un qui ne fait pas beaucoup de distinction entre les intérêts des États-Unis et ses intérêts propres. Et on peut même parler d'un complexe extraordinaire vis-à-vis d'Obama, qui peut expliquer en partie le bombardement sur la Syrie au début de son mandat : une volonté de montrer qu'il est un président plus fort, meilleur qu'Obama. Avec l'assassinat de Baghdadi, il était dans une situation de match nul avec Obama qui avait fait tuer Ben Laden, et là avec Soleimani, c'est deux buts à un. Il ne faut pas sous-estimer cette dimension.

Vis-à-vis de son électorat, les résultats peuvent être contrastés. La partie la plus isolationniste de son électorat peut ne pas apprécier ces bombardements et ces assassinats, mais la base évangéliste, très





pro-israélienne et anti-iranienne, que représente notamment Mike Pompeo, les soutient. Mais au total, il semble qu'il ait réussi à vendre l'opération Soleimani, sur le thème « Nous, on ne nous défie pas impunément ». Car il faut se souvenir qu'il y avait eu auparavant, en Irak, une recrudescence des attaques anti-américaines, de la part des forces contrôlées par l'Iran, avec même un mort américain fin décembre. Les États-Unis avaient répliqué très durement en bombardant une base d'un groupe lié à l'Iran, lequel groupe avait alors attaqué l'ambassade US à Bagdad, et Trump a alors vu rouge.

**Si on change de région, tout en continuant sur la politique étrangère de Trump, comment décrire son attitude vis-à-vis de l'Union européenne, avec entre autres son soutien appuyé à Boris Johnson et au Brexit ?**

Il ne fait aucun doute qu'il est hostile à l'Union européenne, d'abord pour les mêmes raisons qui font que l'extrême droite européenne l'est aussi, avec le discours sur les nations, la souveraineté des nations, etc. Le projet européen est un projet libéral, né dans l'après-guerre, d'une réflexion sur le dépassement des nationalismes, et l'extrême droite n'aime pas ça. Ceci a été renforcé chez Trump par la contribution de Steve Bannon à son éducation politique, qui fait désormais la tournée des extrêmes droites européennes. Ce qui permet aussi de comprendre pourquoi Trump n'est pas dans la lignée du libéralisme politique US, qui voyait dans l'Union européenne un allié clé sur la scène mondiale, et a plus d'affinités avec un Poutine qu'avec l'UE.

Il y a donc une dimension fortement idéologique dans l'hostilité de Trump à l'Union européenne, qui ne se retrouve pas dans une logique économique rationnelle. Il y a bien sûr une concurrence économique entre l'UE et les États-Unis, comme il y en a une avec la Chine, et Trump réfléchit en boutiquier, dans une logique de guerre commerciale. Il représente une veine de droite très dure dans le cadre de la classe capitaliste étatsunienne, et nombreux sont ceux qui, dans cette classe, trouvent cette politique inacceptable. Car dans une logique économique rationnelle, on se rappellera que l'Union européenne est un projet que les États-Unis eux-mêmes ont soutenu, dans le but de voir se constituer un marché à la mesure de leurs propres industries, de

leur puissance économique. Il y a une convergence entre l'intérêt du capitalisme à l'échelle européenne, qui voulait un marché unifié, et l'intérêt des États-Unis, pour lesquels un tel marché était une bonne chose.

**Tu viens d'évoquer la Chine. Peut-on dire que pour les États-Unis, c'est le concurrent principal, et que cette concurrence permet d'éclairer elle aussi la politique étrangère US ?**

Il est certain, et c'est le cas depuis l'écroulement de l'Union soviétique, que les États-Unis ont les yeux braqués sur la Chine, qu'ils considèrent, c'est le terme employé dans leurs documents stratégiques, comme leur « pair concurrent » (« peer competitor »). Aux États-Unis, on se dit, depuis une trentaine d'années, que la Chine est un concurrent qui va être, à l'avenir, à leur niveau, qui va connaître un développement qui va l'amener à être un équivalent de la force américaine, mais qui incarne une politique différente, qui ne va pas se placer sous l'aile des États-Unis comme l'Union européenne ou le Japon, et va contester l'hégémonie des USA. Si on ajoute à cela le fait que la balance commerciale des États-Unis avec la Chine est très favorable à cette dernière, pour Trump, c'est la cible numéro 1. Devant la Russie, qui est loin d'être un concurrent économique pour les États-Unis, avec en plus les affinités politiques Trump-Poutine que l'on a déjà évoquées. Il y a donc une fixation sur la Chine, avec l'argument de la guerre commerciale, dont Trump fait un usage intensif sur le plan électoral. Mais sur le plan politique, à peu près rien, à part quelques déclarations sur Hong Kong qui n'ont fait illusion auprès de personne... Là encore, et cela confirme ce que l'on disait, la logique de Trump en termes de politiques extérieures, c'est la logique du portefeuille. Trump ne s'encombre pas de principes, quels qu'ils soient, le libéralisme politique ne fait évidemment pas partie de son bagage, et les discours politiques creux cachent mal le fait que la seule motivation de Trump, et son slogan, c'est « l'Amérique d'abord ».

**Au total, Trump n'est-il pas l'expression, avec ses contradictions, d'un impérialisme qui, bien que toujours dominant, est déclinant, et ne l'accepte pas ?**

Il y a bien sûr cette dimension, qui est elle aussi récurrente dans l'histoire des États-Unis. Il faut se souvenir que Reagan

s'était fait élire, en 1980, sur le thème du retour et du « réarmement » de l'Amérique, comme si l'Amérique avait été désarmée, ce qui était grotesque. Mais ce thème du réarmement avait fait exploser tous les records de dépenses militaires hors guerre. Ce sont des années où les États-Unis étaient encore sous l'effet de la défaite au Viet Nam, le « syndrome vietnamien », comme on l'appelle là-bas, et n'ont pas mené d'intervention militaire à grande échelle, mais ont pourtant eu des dépenses militaires faramineuses, qui avaient d'ailleurs considérablement relancé l'économie étatsunienne. Mais dire aujourd'hui que l'Amérique est en déclin, c'est se référer seulement à la croissance de la Chine. Si un autre pays croît, cela ne signifie pas nécessairement que le tien est en train de décliner, juste que son poids relatif dans l'économie mondiale diminue. Donc le déclin est très relatif en réalité. Certes, sur le plan politique, de même qu'il y avait eu un déclin post-Viet Nam, il y a eu un déclin post-Irak. Ce qui explique ce dont on parlait tout à l'heure, autour de la volonté de restaurer la « crédibilité » des USA, et un discours très musclé visant à affirmer le leadership des États-Unis, avec chez Trump un côté fanfaronnade, sur le thème « les États-Unis sont les meilleurs dans tous les domaines ».

Mais au total, il ne faut pas se méprendre, avec le discours sur le « déclin » sur le poids des États-Unis dans le monde. Cela reste, et de très loin, la première puissance mondiale, et ce n'est pas demain que cela va s'arrêter. Pour que la Chine arrive à un tel niveau, il faudrait déjà que les dépenses militaires de la Chine, pourtant élevées et en augmentation, explosent. Il y a un véritable fossé considérable entre le budget militaire étatsunien et celui du reste du monde, Chine comprise. À terme, si l'on se projette sur 20, 30 ans, il y a évidemment des fossés qui pourraient se rétrécir. J'utilise le conditionnel car l'avenir de la Chine dépend aussi de ce qui se passe sur le plan intérieur en Chine et, là-dessus, difficile de faire des pronostics, car ce n'est pas un régime d'une stabilité à toute épreuve.

Trump est bien dans une logique de coup de poing sur la table, pour que les États-Unis soient respectés à la hauteur de leur force réelle, plutôt que dans une réaction de force désespérée qui serait, aujourd'hui, en train de perdre du terrain. □

**Propos recueillis par Julien Salingue.**

# Où peut mener le conflit entre les États-Unis et la Chine ?

PAR PIERRE ROUSSET

*Les États-Unis et la Chine sont aujourd'hui les deux seules puissances « globales » à se confronter sur le plan mondial. Plus ce conflit s'approfondit et plus une tendance émerge : la séparation en deux systèmes aux ambitions hégémoniques concurrentes.*

**P**remière certitude : la rivalité entre les États-Unis, la puissance établie, et la Chine, le challenger, constitue le principal (mais pas le seul) facteur structurant la situation géopolitique mondiale avec, en arrière-plan, le chaos social et écologique engendré par l'ordre néolibéral. Cette rivalité opère dans tous les domaines : militaire, spatial, économique, technologique, alliance stratégique, modèle politique ou culturel...

Deuxième certitude : malgré l'interdépendance économique et financière entre ces deux puissances, héritée de la phase précédente d'intégration de la nouvelle Chine capitaliste dans la division internationale du travail et dans la mondialisation néolibérale, le conflit ne peut plus être contenu *au sein* du cadre antérieur. Ce dernier est dorénavant remis en cause – et là, on entre dans l'incertain.

La dynamique de séparation amorcée est lourde de dangers, et va à l'encontre des intérêts des grandes firmes mondialisées. Toute sanction imposée par l'une des puissances rivales à l'autre peut avoir des effets boomerang, y compris en matière d'emploi. La guerre commerciale peut s'ajouter aux autres facteurs d'instabilité pour initier la prochaine récession mondiale (du fait, par exemple, des mesures de Trump visant à étouffer le développement chinois) et ouvrir une crise financière majeure aiguës par le poids des dettes. La situation n'est pas irréversible, néanmoins, pour l'heure, cette dynamique est bien à l'œuvre.

D'un côté, l'ordre néolibéral poursuit sa marche avec notamment la signature de nouveaux accords commerciaux, de l'autre, Donald Trump a dynamité les cadres de concertation intergouvernementaux comme l'Organisation mondiale du commerce et tente d'exclure Pékin d'un « camp » sous leadership

étatsunien à reconstituer. Ce alors que la Chine est (malgré certaines déficiences) un acteur important du monde des nouvelles technologies et s'avère désormais massivement présente dans toutes les régions de la planète (excepté l'Arctique, où elle engage cependant des moyens considérables pour se positionner<sup>1</sup>, et l'Antarctique). Une telle déchirure ne peut qu'être chaotique. Le fait nouveau est que Xi Jinping semble maintenant s'y préparer, après avoir longtemps sous-estimé son homologue et avoir fanfaronné en annonçant que nous étions entrés dans le « siècle chinois ».

## LA GUERRE COMMERCIALE

La Chine et les États-Unis viennent de signer, le 15 janvier 2020, un « accord préliminaire » supposé mettre un terme à la « guerre froide commerciale » qui les oppose depuis 18 mois. Cependant, comme le note la journaliste Martine Orange, il ne s'agit en réalité que d'un cessez-le-feu temporaire<sup>2</sup>. À l'approche des élections, Trump a intérêt à geler la situation. Xi, pour sa part, est confronté à un faisceau de difficultés internes, dont le ralentissement de la croissance chinoise, ainsi qu'aux effets des mesures déjà prises par Washington. Il doit gagner du temps et jauger le résultat de la prochaine élection présidentielle américaine, le 3 novembre 2020.

La « phase 1 », selon la terminologie étatsunienne, du processus supposé mener à une normalisation des rapports commerciaux n'engage pas à grand-chose. La Chine accepte de planifier avec Washington l'achat de produits américains supplémentaires pour 200 milliards de dollars en deux ans, mais ne plie pas sur l'essentiel : les subventions aux entreprises d'État et l'ouverture de ses marchés. Les États-Unis s'engagent à ne procéder à aucune autre

augmentation douanière dans les mois qui viennent et suspendent les poursuites engagées contre Pékin pour manipulations monétaires. En bref, l'accord préliminaire est un aménagement du statu quo. La « phase 2 » est renvoyée après novembre, au-delà donc de la présidentielle aux États-Unis.

Cependant, les sanctions douanières existantes, prélevées sur 360 milliards de dollars de produits chinois depuis plus d'un an, subsistent. Ces « sanctions » ont déjà un effet sur les flux de capitaux et d'échanges, débouchant sur de premières modifications dans les organisations industrielles ou les chaînes de valeur. Les transferts « intra-firmes », entre la Chine et Taiwan par exemple, ne suffisent plus à les contourner. Des multinationales US relocalisent en Asie du Sud-Est (Vietnam...), notamment dans l'électronique et l'informatique. Les rapatriements de productions dans la mère patrie sont plus limités. Malgré la hausse des salaires chinois, Pékin garde néanmoins d'importants atouts en main : main-d'œuvre qualifiée, niveau global d'éducation de la population, développement des infrastructures, importance du marché intérieur, production de composants, richesse en terres rares...

## PÉKIN PEUT-IL ÉCHAPPER À SES DÉPENDANCES ?

L'interdépendance économique signifie qu'en certains domaines, la Chine est vulnérable, même si en d'autres elle est en bonne position (y compris l'Intelligence artificielle). Mentionnons-en deux : les microprocesseurs et la place internationale du dollar US.

L'économie chinoise accuse un retard



considérable (deux ou trois générations) en matière de microprocesseurs. Elle dépend, en particulier, des fournitures de Taïwan ou de Corée du Sud. Or, les microprocesseurs sont utilisés partout. C'est un véritable talon d'Achille, alors que Washington a ouvert les hostilités sur le front des hautes technologies, menaçant de refuser l'accès de la Chine aux composants US.

La montée en gamme concernant les microprocesseurs n'est pas chose aisée. Selon le professeur Zhou Zhiping (université de Pékin), il faudra cinq à dix ans pour combler ce retard<sup>3</sup>. D'autant plus que le pays manque en ce domaine d'ingénieurs qualifiés, d'une chaîne d'approvisionnement et d'un écosystème industriel appropriés.

Le paradoxe est que la Chine a talonné ses rivaux dans le domaine des circuits intégrés. En 1965, elle était à même de les produire, alors que ce n'était le cas ni Taïwan ni de la Corée du Sud. La révolution culturelle, la répression des étudiants, puis le règne de la Bande des Quatre, a réduit en cendres ce potentiel. Une « génération perdue » dans la formation des ingénieurs alors que beaucoup de « cerveaux » ont fui aux États-Unis. Pour l'avenir, une question se poserait : est-ce que le recours à l'Intelligence artificielle pourrait permettre à Pékin de contourner le verrou des microprocesseurs classiques<sup>4</sup> ?

Par ailleurs, depuis peu et très

progressivement, la Chine est en train de vendre des bons du trésor américain (elle en possède pour 1000 milliards de dollars !) afin de se financer en temps de ralentissement économique, mais aussi pour des raisons de sécurité. Bien que faibles, ces désinvestissements signalent la volonté de Pékin de rompre sa dépendance à l'égard de la monnaie étatsunienne. Dans le même temps, la banque de Chine diversifie ses réserves et achète beaucoup d'or<sup>5</sup>.

Aussi incroyable cela soit-il, les États-Unis se sont unilatéralement octroyé le droit de poursuivre en justice toute entité dans le monde utilisant des dollars US dans des transactions jugées contraires à la politique de Washington. C'est l'arme actuellement utilisée pour renforcer le blocus de l'Iran. Le yuan chinois pourrait à terme servir de monnaie de recours (de même que le yen japonais ou l'euro ?) pour peu que Pékin donne des garanties sur le fait qu'il ne manipulera pas son taux de change.

#### LA 5G, UN BRAS DE FER POLITIQUE

Trump accuse Pékin d'espionnage industriel ou politique. Qui se l'interdit ? Ce sont les États-Unis qui ont piraté les téléphones d'Angela Merkel et Emmanuel Macron ! Ce faisant, Washington s'est doté d'un avantage certain, notamment dans les négociations commerciales, connaissant à l'avance la tactique de ses « alliés » européens. Macron s'est ému de ce que le gouvernement belge décide d'acheter des avions

de combat US ; et pour cause : toutes les informations de vol sont directement envoyées au constructeur, outre-Atlantique. Quant aux « bonnes pratiques », est-ce si courant de faire arrêter par le Canada et poursuivre en justice, une dirigeante d'un groupe concurrent, en l'occurrence Huawei, forçant son voisin à maintenir Meng Wanzhou en détention – et à en payer le prix<sup>6</sup> ?

La Chine est à même d'offrir pour la 5G (capable de transférer des masses de données à une vitesse incomparable) le meilleur produit au moindre coût, alors que c'est aujourd'hui que la mise en œuvre de cet équipement commence. Des firmes européennes sont bien placées (Nokia, Ericsson), mais Huawei fait la course en tête et se taille la part du lion sur le plan mondial.

Washington enjoint à ses alliés de se ranger dans son camp en excluant les Chinois du déploiement dans leurs pays de la 5G. C'est avant tout un test politique. La réponse des Européens n'est pas homogène, comme à l'accoutumée, mais plutôt négative ou mitigée. Seuls le Canada, l'Australie ou la Nouvelle-Zélande semblent répondre présents. Le test n'est pas très encourageant pour Trump.

#### L'INTERDICTION DES ÉCHANGES TECHNOLOGIQUES

Une autre mesure, plus importante, est l'interdiction faites aux entreprises US de vendre des technologies aux firmes chinoises, notamment dans le domaine des télécoms (y compris les mises à jour



La secrétaire étatsunienne au commerce Wilbur Ross rencontre la ministre chinoise de l'Industrie et des Technologies de l'information Miao Wei, Pékin, septembre 2017. © PAS China / Wikicommons



des systèmes existant, comme Google). Voilà qui devrait peser sur la réorganisation du marché mondial. Non seulement les GAFAs perdent des marchés, mais cela signifierait le déploiement mondial de technologies incompatibles, comme ce fut le cas dans les années soixante-dix pour la VHS et Betamax (enregistrement de vidéos et cassettes). La DVD a rendu obsolète cette guerre entre deux firmes japonaises (Victor Company et Sony).

Le développement de standards mondiaux facilite considérablement la mobilité du capital. Or, l'incompatibilisation des technologies s'inscrirait aujourd'hui au sein d'un conflit global. Un nombre encore inconnu de secteurs économiques seraient concernés avec des pressions politiques, commerciales et militaires pour qu'un pays choisisse son « camp ». Washington œuvre dans cette logique d'exclusion. Pékin fait savoir que ses partenaires sont par ailleurs libres de traiter avec qui ils veulent, mais se constitue des États clients grâce, notamment, à l'arme de la dette qui lui permet de prendre le contrôle de ports, devant des « concession » chinoises pour une durée allant jusqu'à 99 ans (ce qui était le statut colonial de Hong Kong !). On en revient à l'une des questions sans réponse posées en introduction à cet article : quelles formes peuvent prendre des zones d'influence plus ou moins exclusives dans le monde présent ?

### UNE GÉOPOLITIQUE INSTABLE

La psychologie particulière de Donald Trump, ses priorités électorales et l'influence de l'extrême droite religieuse ne sont pas sans conséquence. Les alliés historiques des États-Unis ont appris à leurs dépens que le président des États-Unis n'avait que faire de leurs intérêts. Au point que le Japon d'Abe a pu jouer la carte de la Russie de Poutine pour parer aux abandons de Trump.

Cependant, la politique erratique de Trump exprime aussi une tension majeure au sein de la politique étatsunienne. Bien que dominant, cet impérialisme n'est pas assez puissant pour contrôler le monde – d'où la tentation du repli : mais ses intérêts sont en cause partout – d'où l'impossibilité du simple retrait. Le Moyen-Orient donne une illustration saisissante de cette situation.

Washington aurait besoin d'alliés à même de co-gendarmier la planète. L'unilatéralisme de Trump n'aide pas ceux qui pourraient jouer ce rôle. Mais existent-ils ? Le seul « succès » de l'Union

européenne est d'avoir promu l'ordre aujourd'hui ébranlé de l'OMC. Les possibilités d'intervention du Japon sont limitées par l'attachement pacifiste de la population (qu'Abe n'a pas encore réussi à briser) et par le souvenir des exactions commises en Asie durant la Seconde Guerre mondiale. Un accord durable avec la Russie contre la Chine semble irréaliste ; de plus, la zone d'action efficace de Moscou se borne surtout à sa « périphérie » (inclus la Syrie) et à ses capacités militaires.

Washington cherche des alliés parmi les puissances régionales, à commencer par l'Arabie saoudite (un foyer de terrorisme islamiste « radical » !). Cependant, les-



dités puissances régionales foisonnent et la Chine s'avère la mieux à même d'en tirer profit. C'est vrai au Moyen-Orient (où elle fait affaire à la fois avec l'Iran et l'Arabie saoudite, jouant de son statut de premier importateur mondial de pétrole) et en Afrique du Nord ou en Afrique subsahariennes, voire dans une certaine mesure en Amérique latine.

Le théâtre d'opérations Indopacifique est un cas particulier, de taille. Cette région est au cœur du conflit entre les États-Unis et la Chine. Après avoir beaucoup tardé, Washington a stabilisé une alliance incluant l'Inde, le Japon (malgré les tensions Tokyo-Washington), l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Pékin a déployé l'un de ses porte-avions et sa flotte dans cette zone et négocie des points d'appui avec divers États insulaires. Elle est bien placée dans la nouvelle course aux armements, dont les armes hypersoniques, capables de menacer de loin les forces aéronavales et les territoires

adverses. Les règles de la guerre sont en train de changer.

Au déploiement terrestre de la Chine, il faut ajouter l'espace. Une bonne illustration des dynamiques en cours. En 2011, une loi étatsunienne a exclu la Chine de la Station spatiale internationale (SSI). Du coup, elle compte construire la sienne d'ici à 2025. En 2019, Pékin a tiré plus de fusées porteuses que tout autre pays : 34 lancements, dont 32 avec succès (27 pour les États-Unis) et a aussi, rappelons-le, posé un module sur la face cachée de la Lune. Cela implique de nombreuses avancées technologiques ; ainsi que des investissements colossaux. Rien n'est encore irréversible, mais nous

sommes entrés dans une situation profondément inédite aux conséquences très incertaines. Enfin, il n'est pas besoin d'être devin pour comprendre que le conflit entre la Chine et les États-Unis va nourrir une accélération de la crise climatique. Qui s'en soucie à Washington ou Pékin ? □

1) Voir Frédéric Lemaître et Olivier Truc, « Arctique. Une ambition chinoise », *Le Monde daté des 5-6 janvier 2020*.

2) <https://www.mediapart.fr/journal/economie/150120/la-chine-et-les-etats-unis-decident-d-une-treuve-dans-leur-guerre-commerciale>. Voir aussi Jack Rasmus, *Znet* : <https://zcomm.org/znetarticle/trumps-feeble-phase-1-china-us-trade-deal/>

3) <https://www.scmp.com/tech/tech-leaders-and-founders/article/3024315/china-needs-five-10-years-catch-semiconductors>

4) <https://www.scmp.com/tech/big-tech/article/3024687/how-china-still-paying-price-squandering-its-chance-build-home-grown>

5) Les titres américains ont servi à recycler ses énormes excédents commerciaux réalisés entre la fin des années 1990 et le milieu des années 2010. Martine Orange, *op. cit.*

6) Hélène Jouan, « Procès Huawei : le Canada pris en étau entre Washington et Pékin », *Le Monde daté du 23 janvier 2020*

# Avec Sanders, avoir un impact sur le Parti démocrate et construire une nouvelle gauche ?

PAR DAN LA BOTZ\*

*Interview de Dan La Botz, militant de Solidarity, organisation socialiste internationaliste américaine. Il participe également à DSA (Democratic Socialists of America).*

## **L'Anticapitaliste: Où en sommes-nous dans l'élection présidentielle américaine ?**

*Dan La Botz:* Nous sommes encore dans la période des primaires internes de chacun des partis. Nous pouvons être certains que le président Donald Trump sera le candidat républicain, car les deux autres candidats de ce parti ont très peu de soutien.

Le Parti démocrate a eu jusqu'à 28 candidats et 12 restent encore dans la course.

Les premières primaires auront lieu à partir de février et mars ; il y aura des super-Tuesdays (« super-mardis », c'est-à-dire des jours où se tiennent simultanément plusieurs primaires) et d'autres primaires qui pourraient être décisives pour trier le peloton et éliminer plusieurs candidats de la course.

## **Quel est l'impact de la tentative de destitution de Trump sur la campagne électorale ?**

Trump a été mis en accusation par la Chambre des représentants et a commencé à être jugé par le Sénat le 16 janvier mais il est très peu probable qu'il soit destitué.

Trump a une emprise solide sur le Parti républicain, ayant réussi à en prendre le contrôle quasi total depuis son élection en 2016. Aucun membre républicain du Congrès n'a voté pour la destitution de Trump. Et au Sénat, un seul sénateur républicain a exprimé des réserves sur la coordination entre le leader républicain Mitch McConnell et le président Donald Trump pour le défendre dans le procès en destitution.

Les Démocrates utiliseront le procès du Sénat pour prouver l'inaptitude de Trump à exercer ses fonctions,

même s'ils ne peuvent pas obtenir une condamnation. Trump, lui, utilise la procédure de destitution pour faire campagne contre les Démocrates, affirmant que c'est un « coup d'État » destiné à renverser les résultats de sa victoire électorale de 2016. Cela a contribué à durcir sa base.

## **Trump est en campagne depuis le début de son mandat. Est-ce que sa base électorale est mobilisée ?**

Oui, tu as raison. Trump mène une campagne politique permanente depuis son élection, s'adressant quotidiennement par Twitter à sa base, réalisant des interviews sur Fox News (chaîne TV de droite) et organisant des rassemblements politiques de milliers de personnes à travers le pays, et en particulier dans les « swing States » (« États-charnière » : États des États-Unis au vote indécis et qui peuvent donc changer de camp, d'un scrutin à l'autre, entre les deux partis dominants et faire basculer le résultat du vote final).

Quelque 55,7% des électeurs, soit 136,7 millions, ont participé aux élections de 2016, à peu près autant qu'aux élections de 2012. Un taux de participation élevé est important pour le Parti démocrate et moins important pour les Républicains.

Aux États-Unis, le vote n'est pas contrôlé par le gouvernement fédéral ; il est organisé au niveau des États. Les Républicains contrôlent 29 des 50 gouvernements des États et se sont acharnés à rayer sous des motifs divers des centaines de milliers d'électeurs – noirs, latinos, personnes âgées et étudiants – des listes électorales. Cela pourrait avoir un impact important et réduire le vote du Parti

démocrate.

## **Quelle est la popularité de Trump ?**

Trump n'est pas si populaire parmi la population en général. Un sondage de décembre 2019 auprès des électeurs a montré que 43% de la population approuve le travail que fait Trump, tandis que 52% le désapprouvent. Mais cela n'a peut-être pas d'importance.

Un autre sondage en novembre a révélé que 83% des Républicains soutenaient Trump (en baisse de 2% par rapport à août). Trump détient une forte emprise sur 40% de l'électorat total, un chiffre qui n'a pas beaucoup varié depuis son élection en 2016. Cela pourrait être presque suffisant pour gagner la prochaine présidentielle.

En 2016, Hillary Clinton avait remporté 48,18% du vote populaire, tandis que Trump en obtenait 46,09%. Clinton avait donc obtenu plus de 2,7 millions de votes de plus que Trump. Trump a tout de même remporté le vote du Collège électoral par 304 voix contre 227. Il ne faut en effet pas oublier que le Président américain est élu par un collège électoral dont les membres sont désignés de telle façon que l'orientation majoritaire peut ne pas coïncider avec le vote populaire.

## **Wall Street et les patrons de la Silicon Valley ont bien profité de la présidence Trump. De quel côté leur cœur balance-il pour les prochaines élections ?**

La classe capitaliste est profondément divisée, comme d'habitude, certains secteurs soutenant Trump et d'autres soutenant le Parti démocrate (et en particulier ses candidats les plus modérés). Une grande partie du soutien de Donald Trump provient de la finance, des assurances et de l'immobilier, ainsi que du

pétrole et du gaz, des mines, de l'acier et de la construction. Le Parti démocrate a plus de soutien de la Silicon Valley, d'Hollywood, des cabinets d'avocats et du secteur des services.

En général, les hommes d'affaires et les salariés de la Silicon Valley et d'Hollywood sont libéraux sur les questions de société et largement Démocrates.

De nombreux propriétaires de petites entreprises, qui ont soutenu Trump à deux contre un lors des élections de 2016, ont été déçus par lui et maintenant une majorité de petits entrepreneurs semble soutenir les Démocrates. Les agriculteurs semblent rester fidèles à Trump qui leur a accordé des milliards de dollars de soutien financier. La politique douanière de Trump a causé un désordre qui peut lui faire perdre des votes.

### Trump avait essayé d'attirer dans son orbite certains syndicalistes. Comment les syndicats se profilent-ils pour la prochaine élection ?

La confédération syndicale AFL-CIO et pratiquement tous les principaux syndicats qui en sont sortis soutiennent le Parti démocrate et son futur candidat. Seuls quelques syndicats, tels que celui de la patrouille frontalière, de l'immigration et des douanes ainsi que la police, s'engageront officiellement pour Trump et les Républicains.

Le problème est que depuis des années, de nombreux blancs syndiqués – comme, par exemple, les travailleurs de la construction – ont ignoré leurs dirigeants et leurs organisations et ont voté pour le Parti républicain et beaucoup l'ont fait en 2016 pour Trump. La question est de savoir si Trump continuera ou non à obtenir les votes des syndiqués qui sont démocrates ou indépendants.

### Les primaires démocrates ont vu fleurir un grand nombre de postulants. Face à B. Sanders et E. Warren, on a le sentiment que l'aile droite du parti cherche une alternative ?

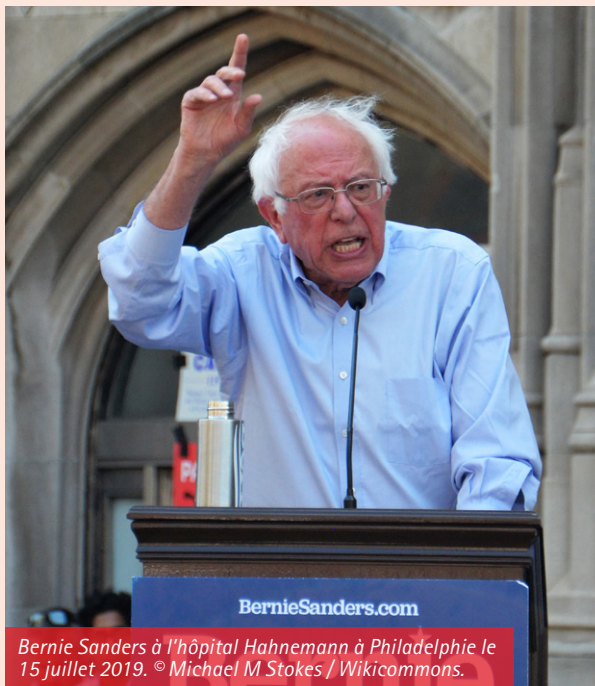
Le Parti démocrate a eu un plus grand nombre de candidats que jamais; il y en a encore 12 candidats même si 15 ont abandonné la course. Joe Biden, qui était le vice-président du Président Barack Obama est le principal candidat selon les sondages. Il est suivi de près

par Bernie Sanders et Elizabeth Warren qui sont à la gauche du parti (Warren est moins à gauche que Sanders). Les autres postulants se situent plus loin derrière.

Les dirigeants du Parti démocrate, historiquement liés à de nombreuses banques et sociétés importantes, veulent désespérément trouver une alternative à Sanders et Warren.

Le problème est que les électeurs démocrates penchent à gauche et que les candidats centristes ou modérés peuvent ne pas attirer les jeunes électeurs. En même temps, de nombreux Démocrates veulent surtout un candidat capable de battre Trump, quelle que soit sa politique.

Joe Biden, vice-président de Barack Obama et principal candidat, a un héritage de positions modérées et conserva-



Bernie Sanders à l'hôpital Hahnemann à Philadelphie le 15 juillet 2019. © Michael M Stokes / Wikicommons.

trices – mais il a le plus de soutien des électeurs noirs. L'ancien maire de New York, le milliardaire Michael Bloomberg, ne devrait pas être une alternative importante car il est trop conservateur, mais il dépense maintenant des millions pour sa campagne et pourrait monter dans les sondages et avoir des délégués à la convention du parti...

### Quel est le rôle du racisme dans la campagne électorale ?

Il est important de comprendre que l'attrait pour Trump d'électeurs de toutes les classes sociales, y compris la classe ouvrière, est largement basé sur le racisme des Blancs envers les Noirs et les Latinos et sur la haine des immigrants

non blancs et non chrétiens.

Les blancs non-Latinos ne représentent que 60% de la population américaine. On peut s'attendre à ce que 85% des électeurs noirs votent démocrate, tout comme 75% des Asiatiques et des Musulmans et 66% des Latinos.

L'« establishment » considère Biden comme un meilleur candidat du Parti démocrate précisément parce qu'il n'est pas fortement antiraciste et a donc de meilleures chances d'attirer la base de Trump. Pourtant, en même temps et de manière assez contradictoire, Biden a la plus forte audience parmi les Afro-Américains.

### Où en est le mouvement afro-américain et notamment Black Lives Matter ?

Black Lives Matter, qui a attiré l'attention nationale en 2014, n'est aujourd'hui ni une organisation importante ni un mouvement social de masse. Bien qu'il reste un petit groupe portant ce nom et que de nombreux jeunes Noirs s'identifient à ce nom, il n'y a pas de groupe BLM ayant une influence politique. Alors que les électeurs noirs plus âgés ont tendance à soutenir les candidats de l'establishment du Parti démocrate, comme ils l'ont fait pour Hillary Clinton et aujourd'hui Joe Biden, les jeunes électeurs noirs ont été attirés par Bernie Sanders. Certains électeurs noirs auraient voté pour un candidat noir mais le manque d'argent et de soutiens ont éliminé de la course les deux candidats noirs, Kamala Harris and Corey Booker. Tous ceux qui restent sont blancs sauf l'homme d'affaire Andrew Yang.

### Elizabeth Warren et Bernie Sanders représentent la « gauche ». Quelles sont leurs différences ? Warren ne peut-elle pas être une solution de repli pour l'appareil démocrate afin d'éviter Bernie Sanders ?

Bernie Sanders, se qualifie lui-même de « socialiste », voulant dire par là social-démocrate, mais est en réalité une personne qui veut revenir au New Deal du président Franklin D. Roosevelt dans les années 1930. Sanders met l'accent sur « Medicare for All » (c'est-à-dire l'extension à tous du système Medicare qui actuellement couvre seulement les personnes qui ont dépassé 64 ans). Il défend aussi l'enseignement



supérieur gratuit dans les universités publiques et des salaires plus élevés.

Elizabeth Warren et d'autres candidats du Parti démocrate ont souvent adopté une variante de la plateforme populaire de Sanders, bien que Warren ait récemment cessé de parler de l'assurance-maladie pour tous, car cela la rend trop radicale pour les Démocrates centristes. Warren, qui se déclare capitaliste, met davantage l'accent sur le rôle du gouvernement dans la régulation du capitalisme et moins sur des programmes tels que ceux avancés par Sanders. Récemment, elle a mis l'accent sur le rôle de la corruption financière dans la politique.

Warren, qui jusqu'à cette campagne présidentielle avait toujours reçu un financement d'entreprises, refuse maintenant de le prendre, suivant le modèle de Sanders. Elle pourrait être l'alternative de l'establishment à Sanders. Elle ne serait pas leur premier choix, mais ils pourraient être amenés à la soutenir pour arrêter Sanders. Elle recevrait probablement un fort soutien des femmes libérales.

**Tu as écrit récemment un article sur la défaite de Corbyn mettant en garde DSA sur certaines illusions de victoire aux élections. Peux-tu résumer ton raisonnement ?**

Les élections britanniques ont été très compliquées et affectées par de nombreux problèmes, de l'impopularité de Corbyn à son échec à prendre position sur le Brexit. Mais je pense que l'une des raisons pour lesquelles Jeremy Corbyn et le Parti travailliste ont perdu est qu'il n'y avait tout simplement pas assez de luttes de classe, pas assez de mouvement social pour propulser la gauche au pouvoir. La Grande-Bretagne a récemment connu un faible nombre de grèves et de mouvements sociaux.

Une partie de la classe ouvrière britannique semble avoir accepté Boris Johnson et le programme nationaliste du Parti conservateur comme alternative à un programme ouvrier. Je pense que le racisme blanc a joué un rôle important dans ce processus et cette décision finale.

De même, nous, aux États-Unis, continuons d'avoir un niveau de lutte de classe très faible, très peu de grèves (même si la grève de General Motors est un événement important),

tandis que les mouvements sociaux des Afro-Américains, des Latinos, des immigrants, des femmes, des LGBTQ et de l'environnement restent minimes à l'heure actuelle. Il faut donc se demander s'il y a suffisamment de colère sociale et d'activisme social pour soutenir la victoire d'un Démocrate de gauche comme Sanders.

**Quel est le rôle de la gauche américaine dans cette élection ?**

La campagne électorale de Bernie Sanders en 2016, dans laquelle il s'est qualifié de « socialiste démocratique » et a présenté la plateforme de candidats du Parti démocrate la plus progressiste en 50 ans, a conduit à la croissance rapide des Democratic Socialists of America (DSA), organisation qui compte maintenant environ 50 000 membres. DSA est le groupe de gauche le plus important aux États-Unis et il est entièrement dédié à Bernie Sanders.

Les membres de DSA à travers le pays travaillent à sa campagne des primaires et travailleront également pour lui aux élections générales s'il reste candidat à ce stade. D'autres formations de gauche, telles que le Working Families Party, se sont déclarées pour Elizabeth Warren. Le Parti Vert aura également un candidat à la présidentielle, mais il est peu probable qu'il obtienne plus d'un pour cent des voix.

Dans le même temps, l'extrême gauche, certains dans DSA et d'autres dans des groupes plus petits en dehors de DSA, rappellent que Sanders n'est pas un socialiste et qu'il a dans le passé soutenu les campagnes militaires américaines à l'étranger, c'est-à-dire qu'il n'est pas un anti-impérialiste. Plus récemment, Sanders a dénoncé l'assassinat en Irak du général iranien Qassem Solemani, mais il n'a pas utilisé sa stature pour appeler à des manifestations anti-guerre.

La gauche considère toujours Sanders comme un moyen d'avoir un impact sur le Parti démocrate et sur la politique nationale et de construire une nouvelle gauche et à terme un parti socialiste des travailleurs. Il faut toutefois se demander quel serait l'impact sur DSA qui s'est ainsi identifié à lui si Bernie Sanders n'était pas vainqueur aux primaires ou s'il perdait les élections.

**Et si Sanders gagnait l'investiture démocrate ?**

Il est hautement improbable que Sanders remporte la convention et plus

probable que les principaux candidats y arrivent avec entre 10 et 25% des délégués. Dans ce cas, en l'absence de majorité ce serait une convention négociée par les personnalités du parti. Cela pourrait entraîner le choix d'un « chevalier blanc » : quelqu'un qui n'a pas couru en primaire mais qui monte sur son cheval blanc pour sauver la situation. Cela pourrait être quelqu'un comme le gouverneur de de l'État de New York Andrew Cuomo ou le Sénateur de l'Ohio Sherrod Brown.

Si Sanders obtenait l'investiture, il devrait remporter l'élection face à l'opposition des Républicains et de nombreux Démocrates et à une couverture médiatique hostile. Si, d'une manière ou d'une autre, il remportait les élections générales, il aurait encore à traiter avec le Congrès américain, le Sénat contrôlé par des Républicains très hostiles et la Chambre contrôlée en grande partie par des Démocrates de l'establishment qui s'opposeraient à sa politique.

La question devient alors : Sanders pourrait-il transformer sa rhétorique de lutte de classe contre la classe des milliardaires et pour une révolution politique en un véritable processus d'encouragement de la lutte de classe ouvrière ? Pourrait-il inspirer ce genre de mouvements sociaux qui ont vu le jour aux États-Unis dans les années 1930 et 1960 ?

Nous n'avons jamais vu une telle chose aux États-Unis auparavant, où au contraire dans le passé c'était la pression d'en bas qui poussait les présidents. Ce sont les mouvements sociaux qui, dans les années 1930, ont poussé le président Franklin Roosevelt et qui, dans les années 1960, ont poussé le président Lyndon B. Johnson à adopter des lois progressistes.

Pourtant, nous n'avons jamais eu de candidat tout à fait comme Bernie Sanders, et il serait intéressant de savoir s'il pourrait et utiliserait le bureau présidentiel pour inspirer un mouvement de masse. Nous préférons certainement relever ce défi que de voir Donald Trump rester au pouvoir ou de voir un autre Démocrate de l'establishment comme Biden. □

**Propos recueillis par Henri Wilno**

\* Dan La Botz est l'auteur de *Le nouveau populisme américain. Résistances et alternatives à Trump*, éditions Syllepsis, 2018.

# Nouveau mouvement socialiste aux États-Unis : DSA tient bon

PAR MATHIEU BONZOM

*Tandis que s'ouvre la période des primaires présidentielles aux États-Unis, Bernie Sanders semble avoir retrouvé une popularité comparable à celle qui lui avait permis de devenir contre toute attente le principal rival de Hillary Clinton aux primaires de 2016. Mais où en sont les milieux militants qui le soutiennent toujours et dont il avait contribué à faire gonfler les rangs de façon remarquable ?*

Organisation tout à fait modeste il y a encore quelques années, les Democratic Socialists of America sont encore loin d'avoir conquis une base sociale de masse. Pourtant, il y a environ six mois, DSA organisait le plus grand congrès d'une organisation politique de gauche « socialiste » aux États-Unis depuis plusieurs générations, regroupant plus de 1 000 délégués pendant trois jours à Atlanta (2-4 août 2019).

## UN CONGRÈS AGITÉ... PAR L'AFFLUX MILITANT

Le congrès de 2017 avait déjà réuni 700 délégués, suite à l'afflux d'adhésions déclenché d'abord grâce à la campagne Sanders puis en réaction à la victoire de Trump. DSA avait ensuite continué de croître, en particulier grâce à l'arrivée sur la scène politique nationale d'Alexandria Ocasio-Cortez, jeune militante du Bronx ayant ravi son siège à un influent député démocrate. C'est ainsi que près de 60 000 membres se trouvaient représentés par des délégués à l'édition 2019 du congrès de DSA. Plusieurs comptes rendus publiés en ligne laissent entendre que dans certaines régions, la proportion de militantEs parmi les adhérentEs atteint à peine 10 à 20 %, mais s'avère bien plus élevée dans d'autres.

Cet afflux de nouvelles forces militantes n'est pas sans apporter ses nouveaux défis. Comment faire évoluer les structures pré-existantes de DSA, tout en familiarisant beaucoup de militantEs peu expérimentés à un fonctionnement collectif aussi démocratique que possible ? Et pour quelle orientation politique anticapitaliste ? CertainEs militantEs estiment que les

membres n'ont pas eu accès suffisamment tôt aux textes qui seraient débattus en congrès, empêchant de lancer certaines discussions importantes et d'en permettre l'appropriation par les délégués et les autres. Le bon déroulement du congrès, mais aussi l'animation du débat politique dans l'ensemble de l'organisation, semblent en avoir pâti. D'un autre côté, si l'organisation est quelque peu bousculée, c'est au moins le signe que les nouvelles adhésions ne sont pas restées lettre morte.

## UN RENFORCEMENT ORGANISATIONNEL ET POLITIQUE

Le congrès a entrepris de renforcer l'organisation, avec un certain succès. L'un des débats les plus vifs concernait une éventuelle décentralisation accrue de DSA, à l'appel de certaines tendances internes. C'est finalement le maintien d'un certain degré de centralisation qui a emporté la majorité des votes, accompagné de mesures de soutien aux sections locales nouvelles, isolées ou fragilisées, et d'un effort général en faveur de la formation politique de l'ensemble des militantEs. Le renouvellement de l'exécutif national, très affaibli dès le début de la mandature précédente par plusieurs « scandales » et autres conflits internes, devrait également consolider DSA.

Le congrès ne s'est pas pour autant privé de débattre du positionnement politique de DSA. Il a été l'occasion d'esquisser une série de nouvelles campagnes pour les droits des immigrés, ou pour l'accès à l'avortement, face aux ravages de la politique de Trump et de la majorité républicaine sur ces sujets.

Le profil écosocialiste de DSA en est également sorti renforcé.

Mais le plus remarquable concerne la recherche d'une plus grande indépendance vis-à-vis du Parti démocrate : non seulement DSA s'est engagé à ne soutenir aucun candidat démocrate si Sanders n'obtient pas la nomination, mais une résolution bien plus audacieuse a été adoptée. DSA affirme désormais publiquement que son projet de moyen terme est la constitution d'un parti des exploités et des opprimés indépendant du Parti démocrate. Une réelle avancée quand on se souvient du passé de DSA et d'une bonne partie de la gauche aux États-Unis, séduite par une stratégie visant à un « réalignment » de classe du Parti démocrate. En attendant le moment de la rupture avec la nébuleuse démocrate, DSA continuera de participer aux primaires démocrates là où ce sera nécessaire, ne serait-ce que parce que dans certaines circonscriptions, c'est la primaire démocrate qui constitue la véritable élection. Cela n'empêchera pas DSA de développer ses propres campagnes politiques, visant à populariser des idées et construire une implantation réellement ouvrière et multiraciale de l'organisation.

## L'IMPORTANCE DE L'ARÈNE ÉLECTORALE

Dans l'immédiat, les primaires démocrates canalisent une grande partie des dynamiques politiques à l'œuvre. L'importance des précédentes échéances électorales dans la croissance-éclair



de DSA suggère que la nouvelle campagne Sanders pourrait encore être bénéfique à l'organisation. Le cycle de mobilisations sociales ouvert aux États-Unis dans le sillage de la Grande Récession de 2008, pourrait franchir une nouvelle étape dans sa cristallisation politique. Une partie importante et grandissante des exploités et des opprimés, notamment mais pas seulement dans les jeunes générations, s'est reconnue dans le slogan « Occupons Wall Street », s'est mobilisée pour les droits des femmes, des immigrés, des personnes de couleur, a repris espoir dans des luttes pour de vraies augmentations des bas salaires, et a même retrouvé le chemin de la grève, comme dans la vague « rouge » (#Re-

ou Rashida Tlaib, qui lui ont apporté leur soutien – Ocasio-Cortez allant même jusqu'à souligner que dans un autre pays, elle n'appartiendrait pas au même parti que l'ex vice-président Joe Biden. Ces figures sont porteuses d'un même projet pour une assurance santé universelle (« *Medicare for All* »), ou encore pour l'annulation de plus de mille milliards de dollars de dette étudiante. Les mesures mises en avant contribuent à la fois à faire entrevoir une société débarrassée de certains des pires maux d'aujourd'hui, mais aussi à pointer du doigt la responsabilité des milliardaires, et leur illégitimité radicale à détenir de telles sommes et un tel pouvoir. L'une des mesures les plus connues et associées à Ocasio-Cortez est le grand projet de planification environnementale appelé « *Green New Deal* ». Ce pro-

### « EYES ON THE PRIZE » :

#### RECONSTRUIRE UN PARTI DE MASSE

Pour autant que l'on puisse en juger à distance, les débats sur le soutien à apporter ou non à telle ou telle campagne électorale prennent une place importante dans la vie de DSA. Mais même ces débats sont souvent l'occasion de pousser peu à peu les nouvelles forces militantes à mieux distinguer ce qui relève d'une démarche socialiste, au minimum réformiste radicale, d'une démarche « progressiste » bien plus digeste pour le bipartisme en place. Les mêmes discussions qui permettent ces derniers mois de préciser ce qui sépare Bernie Sanders et Elizabeth Warren, se retrouvent aux échelons infranationaux de la vie politique : idées et actions cohérentes dans la durée ou non, campagnes qui insistent sur la nécessité des luttes sociales ou qui reposent sur un idéal d'efficacité technocratique, etc. Les activités liées aux élections ont donc toute leur place dans un plan de bataille tourné vers l'extérieur, et par lequel DSA tente de populariser un nouvel horizon politique et les moyens élémentaires de s'en rapprocher et de l'atteindre, plutôt qu'une organisation en particulier.

DSA peut envisager une stratégie volontariste d'implantation de militantEs dans des « secteurs stratégiques » pour la reconstruction du mouvement ouvrier – sans sacrifice excessif car les emplois syndicalisés sont aussi plus protégés que les autres ; on peut aussi penser que les organisations existantes du mouvement antiraciste mériteraient toute l'attention de l'organisation. Mais le temps que de telles stratégies se mettent réellement en place et portent leurs fruits, DSA aura probablement des forces nouvelles à tirer de la campagne Sanders dès 2020. Les difficultés d'organisation et les tensions du congrès ont entravé les débats sur la politique internationale, l'antifascisme ou la stratégie envers le mouvement syndical : le phénomène DSA implique beaucoup de militantEs débutants, encore en formation... et qui manifestent leur volonté de s'appropriier l'organisation. Les plus sincères socialistes (réformistes radicaux ou révolutionnaires) impliqués dans DSA ont l'honnêteté de reconnaître que l'on ne sait pas encore si le nouveau mouvement socialiste sera à la hauteur de ses tâches. La situation actuelle est malgré cela une opportunité historique à saisir. □



Membres de *Democratic Socialists of America*, à la marche *Occupy Wall Street* à New York. © David Shankbone / Wikicommons

dForEd) qui a déferlé sur l'éducation publique dans de nombreux États réputés conservateurs ; aujourd'hui, ces mobilisations comptent plusieurs représentantEs dans l'arène électorale. Les élections de mi-mandat de 2018 ont vu la victoire d'un certain nombre de militantEs se réclamant du socialisme. Une des inquiétudes de l'époque était la capacité ou non de DSA à exercer un certain contrôle sur ces éluEs qui n'en étaient pas l'émanation directe. On ne voit pas bien en quoi ce contrôle a pu augmenter depuis, mais on ne peut pas non plus constater de réel renoncement de la part de Sanders ni des nouvelles figures comme Alexandria Ocasio-Cortez

jet relie des questions « purement » environnementales comme la sortie des énergies fossiles dans un temps court, avec des questions sociales telles que la propriété publique et le contrôle démocratique sur les moyens de production d'énergie, la sécurité de l'emploi et les créations de postes. On retrouve ce type d'élaborations dans la ligne politique défendue par des élus locaux socialistes : ceux du conseil municipal de Chicago font campagne pour la municipalisation du réseau d'électricité, afin d'aller vers une politique plus « verte » et plus favorable aux consommateurEs pauvres et aux salariéEs, sous contrôle démocratique.

# Après la grève de 2019 dans l'automobile aux USA

PAR DIANNE FEELEY

*Du 15 septembre au 25 octobre 2019, les salariés de General Motors ont fait massivement grève. L'accord de sortie de conflit signé par leur principal syndical, l'United Auto Workers, principal syndicat états-unien de l'automobile, est cependant décevant, ce qui s'explique largement par les pratiques bureaucratiques de ce syndicat.*

**D**epuis la crise économique du début des années 1980, la négociation de chaque nouveau contrat a contraint à de nouvelles concessions. Le syndicat a expliqué que cela était nécessaire pour maintenir les capacités de production des trois grands constructeurs, General Motors, Ford et Chrysler. Une fois les entreprises remises sur pied, il aurait été possible de récupérer ce qui avait été abandonné. Malgré les milliards de profits que ces sociétés ont réalisés en quatre décennies, ce moment n'est jamais venu.

Pour les années 2019-2023, les responsables de l'UAW ont choisi General Motors (GM) comme cible initiale, parce que GM avait annoncé en novembre 2018 qu'il n'affectait plus de fabrications dans cinq usines nord-américaines – quatre aux États-Unis et une au Canada – alors que le contrat de 2015 était censé garantir la sécurité de l'emploi. Cette annonce a mystifié l'UAW et l'Unifor, le Syndicat canadien. C'était une tactique délibérément provocatrice de la part de GM.

Quand les négociations ont commencé, trois des quatre usines américaines avaient déjà été fermées et la quatrième, l'usine de Detroit-Half-track, ne fonctionnait plus qu'avec un tiers de ses effectifs. Les travailleurs avaient été transférés dans d'autres usines, mais conservaient l'espoir de revenir sur leur site, et d'obtenir des conditions pour les « temporaires<sup>1</sup> » égales à celles des autres membres de l'UAW.

Pourtant, malgré cette grève de 40 jours chez GM, l'accord a entériné

la fermeture des trois usines et y a même ajouté la fermeture d'un centre de distribution, seule celle de Detroit-Hamtramck devant rester ouverte. Le contrat a exigé que l'UAW abandonne son procès contre la fermeture de l'usine de Lordstown, en Ohio. Le contrat Ford a approuvé la fermeture de l'usine Romulus, et celui de Fiat Chrysler (FCA) a mis sous menace de fermeture l'usine de Marysville dans le Michigan.

## POUR DE MÊMES SALAIRES ET AVANTAGES SOCIAUX

Lorsque l'UAW a été fondée dans les années 1930 en tant que syndicat industriel, elle exigeait et a obtenu à peu près les mêmes salaires et conditions de travail pour ses membres, quelles que soient leur classification. La force de l'UAW était venue de sa capacité à unir ses membres.

Depuis 2007, l'UAW a accepté les exigences des entreprises pour des salaires plus bas, moins d'avantages sociaux et une durée plus longue de la période probatoire pour les nouveaux employés. Les travailleurs de FCA (Fiat Chrysler Automobiles) avaient été les premiers à voter sur le contrat proposé en 2015. Comme les différents « niveaux de salaires » n'avaient pas été éliminés, ils l'avaient rejeté. Les responsables de l'UAW ont renégoциé alors une deuxième version, qui a créé une période de huit ans pour l'obtention du salaire supérieur, mais sans les avantages associés à celui-ci pour les plus anciens. Ce contrat a finalement été voté, mais a ouvert la porte à l'utilisation de plus de travailleurs temporaires, qui sont

de fait devenus un troisième niveau.

Chez GM et Ford, la part des travailleurs temporaires était de 8 à 10% alors que chez FCA elle était de 20%. Ils pouvaient être licenciés à tout moment, gagner la moitié du salaire le plus élevé, n'avaient droit qu'à une absence de trois jours non payés par an et ne bénéficiaient que d'une couverture santé minimale. Pourtant, ils faisaient le même travail que les travailleurs de deuxième rang et les travailleurs « traditionnels ». Sur les piquets de grève, les grévistes soulignaient l'injustice faite à ces travailleurs temporaires. Mais au lieu du mot d'ordre « Tout le monde au même niveau 1 », les négociateurs de l'UAW ont préféré parler d'un « chemin » vers un statut permanent pour tous. Après une grève non préparée, des versements du fonds de grève du syndicat minimes et peu de sensibilisation en direction des populations autour des usines, 56% des travailleurs de GM ont voté oui pour un contrat qui offrait une prime importante à la signature du contrat, gelait la hausse des coûts des soins de santé, mais n'offrait pas de statut permanent aux temporaires. Au lieu de cela les temporaires de GM ayant travaillé sans interruption trois ans ou plus peuvent être ajoutés à une liste où les passages à l'ancienneté seront définis selon les besoins de l'entreprise. Leurs salaires passeront d'entre 15 et 17 dollars de l'heure à 21 dollars, ils auront de meilleures prestations





de soins de santé, et auront droit à une paie pendant leurs congés. À la mi-janvier 2020, 1 350 des 4 100 employés temporaires de GM étaient devenus permanents et 308 avaient été licenciés.

Les travailleurs de Ford ont approuvé leur contrat à 56 %. Avec une prime à la signature du contrat versée avant Noël, les travailleurs de FCA ont approuvé leur contrat à 71%. Sur les 3 400 temporaires, Ford en a embauché 592 et FCA, qui avait une formule différente, n'a permis à aucun temporaire de devenir permanent.

Cela signifie le maintien du système de salaires à plusieurs niveaux avec une longue période probatoire pour les nouveaux embauchés, le recours à des sous-traitants dans

l'appareil de direction, qui contrôle tout le pouvoir depuis la présidence jusqu'aux directeurs régionaux et aux agents locaux. Ils emploient des centaines de personnes grâce à des programmes de formation gérés par l'entreprise et le syndicat. Le dernier regroupement d'opposition, New Directions, à s'être opposé aux concessions, a été battu de manière décisive dans les années 1990.

La plupart des travailleurs de l'automobile ignorent l'existence de cet appareil de direction et de son fonctionnement, même s'ils peuvent ressentir son pouvoir lorsqu'il leur dit : « Vous avez de la chance d'avoir un emploi ». Cependant, au cours des quatre dernières années, l'administration fédérale a enquêté sur des faits de corruption et inculpé des responsables de FCA et de l'UAW.

le Président sortant de l'UAW, Denis Williams, a attribué la corruption à quelques pommes pourries. Mais il est clair que cette corruption s'est étendue bien au-delà des détournements lors des programmes de formation ou de quelques pots-de-vin obtenus de fournisseurs, et comprenait également des gains de fournisseurs vendant des marchandises à l'UAW ainsi que des détournements de fonds syndicaux.

Près d'une douzaine de responsables de l'UAW et deux cadres de la FCA ont plaidé coupable et ont été mis en prison. L'enquête se poursuit alors que le Président de l'UAW, Gary Jones, et Vance Pierson, le directeur de la région 5, ont démissionné de leurs fonctions lors des négociations contractuelles de 2019. Pierson est mis en accusation alors que des ru-



© Jim West Photography

les usines même, avec des salaires inférieurs, et la mise en place croissante d'usines de pièces et de centres logistiques, avec des échelles salariales inférieures. Comme les coûts de main-d'œuvre représentent 5% de la dépense totale des trois grands constructeurs automobiles, la « flexibilisation du travail » se poursuit.

#### UN ÉCART QUI SE CREUSE

Comment peut-il y avoir un tel écart entre ce que les travailleurs de l'automobile voulaient et ce qu'ils ont obtenu ? Le rôle-clé est celui de

Neuf millions de dollars ont été versés pour les salaires d'employés fantômes travaillant dans un centre de formation de l'UAW-FCA, avec 2,9 millions de dollars supplémentaires versés directement à l'UAW. Le *Detroit News* estime que 34 millions de dollars ont été ainsi détournés sur une décennie. Le prix de la corruption ! Il s'avère que FCA avait un pourcentage beaucoup plus élevé de temporaires avec des prestations de soins de santé encore inférieures à celles de chez Ford et GM.

Lors de la convention de négociation,

meurs circulent à propos de Jones et Williams.

Le Conseil d'administration de l'UAW a voté pour désigner Rory Williams en remplacement de Jones. Il a annoncé quelques règles pour éliminer la corruption interne, mais bien sûr il fait partie de ce même appareil de direction. La corruption est vraiment le produit des concessions, car les responsables syndicaux ont commencé à croire qu'ils faisaient partie de la même équipe que les dirigeants d'entreprise et qu'ils avaient les mêmes accès à leurs privilèges.



Plusieurs sections locales de l'UAW ont adopté une résolution appelant à une convention spéciale qui pourrait prendre le contrôle du syndicat. Ce sera une bataille difficile, mais des travailleurs de l'automobile jamais impliqués auparavant veulent soudainement prendre en charge les affaires de leur syndicat. Aux côtés d'un réseau vieux de 10 ans, « Autoworker Caravan », une nouvelle formation, « Unite All Workers for Democracy », a vu le jour.



© Jim West Photography

#### COMMENT L'UAW AURAIT-ELLE PU GAGNER ?

Si nous regardons les grèves réussies, si nous revenons aux luttes dans l'automobile en 1936-37 qui ont permis à l'UAW d'obtenir les premiers contrats de travail, et si nous considérons les nombreuses grèves des enseignants aujourd'hui, la clé du succès est la capacité des membres du syndicat à s'unir autour de revendications fondamentales et à appeler au soutien du proche environnement. Lors des négociations de 2019, alors que les grévistes avaient défini leurs priorités et rencontré un écho favorable dans la population, l'équipe de négociation de l'UAW a émué ces exigences claires.

Dans les mois précédant les négociations, GM et Ford ont annoncé leurs plans de restructuration. La PDG de GM, Mary Barra, a donné la priorité à la recherche et au développement des voitures autonomes et électriques en même temps qu'elle annonçait la fermeture des usines. Mais le département de recherche de l'UAW concluait que la production de véhicules électriques entraînerait une perte importante d'emplois et n'a donc pas donné de conseils aux négociateurs de l'UAW à ce sujet.

Cette restructuration s'ajoute au déplacement géographique de la production d'automobiles. Alors qu'il y a 20 ans, 80% de la fabrication automobile dans le monde provenait

d'usines d'Amérique du Nord, d'Europe occidentale, du Japon et de Corée du Sud, cette part est aujourd'hui inférieure à 50%. En 2018, la production nord-américaine était de 16,4%. Seulement 10,2% des véhicules fabriqués dans le monde le sont aux États-Unis.

Les responsables de l'UAW ont ignoré ces réalités, exigeant seulement que GM ramène des véhicules maintenant fabriqués au Mexique, là où les travailleurs gagnent moins de deux dollars de l'heure. Au lieu d'aider les travailleurs mexicains à former leur propre syndicat et à lutter pour leurs salaires, l'UAW a soulevé des revendications ne permettant pas à ces travailleurs de pouvoir apporter leur soutien aux grévistes.

L'incapacité de créer une grève puissante s'est combinée avec l'incapacité à adopter une stratégie pouvant assurer de bons emplois pendant cette période de transition de l'industrie. Sans un programme visant à inverser le déclin de l'industrie manufacturière, l'UAW ne pouvait que bricoler avec ce que les entreprises proposaient.

Et si l'UAW avait ouvert les négociations en exigeant que les « big three » s'engagent immédiatement à développer un système de transport de masse dans le cadre du Green New Deal ? L'UAW aurait ainsi pu mettre au défi les entreprises de mettre fin à leur participation à cette économie fondée sur les combustibles fossiles.

Un tel plan pour le futur, soutenu par la mobilisation des travailleurs et des

habitants n'aurait pas gagné la première fois. Mais il aurait montré l'incapacité des trois grands constructeurs à passer à une production pour des modes de transport différents. La planète ne peut plus soutenir une industrie fondée sur le véhicule individuel.

Sous l'ordre du gouvernement, les entreprises s'étaient rapidement reconverties pour la production de guerre à l'approche de la Seconde Guerre mondiale. Il est possible aujourd'hui de reconvertir pour construire l'infrastructure nécessaire pour éliminer les combustibles fossiles comme source d'énergie. Si les entreprises ne peuvent pas y parvenir, le gouvernement doit aider les syndicats et leurs alliés locaux à le faire.

Si cela semble loin d'être des questions négociées cet automne, c'est peut-être parce que cette négociation sur les coûts de la main-d'œuvre a été indifférente à la catastrophe qui approche à grands pas. Pourquoi perdre son temps dans cette sorte de jeu de chaises musicales alors que les entreprises ne cessent de détruire des chaises ? Pourquoi ne pas faire face au changement climatique et développer une perspective pour réorganiser notre mode de vie et de travail ? Nous devons rejeter ce mépris patronal pour le futur et forger notre propre vision collective de l'avenir. □

1) Traduction de « temps ». On pourrait dire aussi *intérimaires*. Mais si, en France, les *intérimaires* sont payés par une autre boîte que celle où ils travaillent effectivement, dans l'automobile USA, ils sont payés directement par ces entreprises.

# Séparer l'homme de l'œuvre ?

PAR MANON BOLTANSKY

*L'actualité a été marquée par la « prise de conscience » timide, hypocrite tout autant que tardive du soutien dont le pédocriminel Matzneff a bénéficié tout au long des années 1980 dans le petit cercle de l'intelligentsia littéraire parisienne mais également dans les médias. La séquence hallucinante de l'émission « Apostrophes » en est l'illustration la plus frappante, avec un Bernard Pivot hilare et fasciné par son invité.*

**C**e mea culpa médiatique ne vient pas de nulle part. Il est la conséquence directe des luttes féministes de ces dernières années à une échelle internationale : la vague #MeToo depuis 2017 et « Ni Una Menos » dès 2015 sur les violences sexuelles et les féminicides.

## ÉCOUTER LA PAROLE DES VICTIMES

La première de ces conséquences aura été la libération de la parole des victimes, mais également l'écoute dont elles ont commencé à faire l'objet. De ce point de vue-là l'interview d'Adèle Haenel sur Médiapart a été un moment fondateur. Il y aura un « avant », mais surtout un « après » ses révélations concernant les attouchements et le harcèlement dont elle avait fait l'objet par Christophe Ruggia alors qu'elle n'était qu'une jeune fille. D'autant plus que ce témoignage est publié en même temps qu'une nouvelle accusation de viol contre Polanski par Valentine Monnier, alors âgée de 18 ans. Une période pleine de contradictions qui a vu émerger un formidable soutien autour d'Adèle Haenel d'un côté... et ressurgir de l'autre un méprisable soutien à Polanski d'une large partie de la profession (parfois la même) qui s'est empressée de se draper dans l'argument récurrent de « il faut séparer l'homme de l'œuvre », toujours utilisé dans une grande confusion générale.

## « ON EST PUNI PAR LÀ OU ON A PÉCHÉ »

C'est vrai qu'il y a une de continuité, et même une détermination toute française dans l'impunité avec laquelle Polanski a pu financer, réaliser, diffuser son dernier film, « *J'accuse* ». Il aura même eu l'impudeur de se comparer à Dreyfus dans son dossier de presse... Dans un entretien surréaliste, le réalisateur fini par avouer qu'il est « *familier avec un grand nombre de rouages de l'appareil de persécution*

*montré dans le film* » et qui ont nourri son inspiration. Ironie de l'histoire : c'est cette provocation de trop qui a déclenché chez Valentine Monnier, l'une de ses nombreuses victimes, le besoin de parler des dizaines d'années après.

Le cas Matzneff semble un peu plus gênant pour ses soutiens, d'une part parce que tout le monde semble aujourd'hui reconnaître ses écrits pour ce qu'ils sont, c'est-à-dire fort médiocres, et surtout centrés exclusivement sur la description de ses abus sexuels sur mineurEs. Enfin parce que celui-ci revendique ses crimes publiquement au nom du désir, de l'amour, de la liberté morale et de la supposée « beauté ». Le point positif est cependant que cette affaire ressorte aujourd'hui grâce à la publication de l'ouvrage de l'une de ses victimes, Vanessa Springora, sobrement intitulé « *le Consentement* ».

Mais Polanski, lui, offre bien plus de résistance, y compris d'une large partie de la « gauche » artistique et intellectuelle. D'abord, c'est un bon réalisateur. Mais surtout, il témoigne du caractère massif et systémique de l'oppression des femmes et des violences sexuelles dans le cinéma. Il fait écho à Weinstein, Allen, Besson, mais aussi Ruggia, Bertolluci, Brisseau, et tant d'autres...

## L'ART EST UN MARCHÉ COMME LES AUTRES

Il est faux de poser ce débat en terme uniquement artistique. Le cinéma et l'art sont non seulement une industrie, mais également un marché et une source de profits, qui peut être très rentable. Une approche matérialiste de la création pose la question des conditions de création des œuvres et de leur diffusion. La première est bien entendu l'argent nécessaire au financement et à la production. La suivante est le bénéfice financier qu'il peut

rapporter, mais aussi la gloire et la valorisation personnelle. En l'occurrence, ne pas soutenir Polanski, c'est prendre le risque de se mettre à dos un des cinéastes les plus influents et « reconnus » de la profession et ses amiEs.

L'une des dimensions importantes autour de Polanski, ou d'autres agresseurs de grands talents, est la question du financement et des fonds publics dont ils bénéficient. « *J'accuse* » est en effet un « film France Inter », qui soutient « *fermement, fortement et absolument ce film* ». Parce que « *Il y a l'homme et il y a le film, et la rédaction de France Inter fait son boulot par rapport aux accusations qui sont portées contre l'homme* ». Dont acte.

## SÉPARER LE VIOL DU VIOLEUR ?

De la même manière que le viol a tout à voir avec le pouvoir et la domination, son traitement médiatique également. A. Haenel le formule ainsi : « *il était nécessaire que je sois plus connue que mon agresseur* ». C'est effectivement la différence principale avec la quasi-totalité des cas de violences sexuelles sorties puis largement tues dans le milieu du cinéma. Une réalité qui nous rappelle l'importance de croire et de soutenir les victimes.

Le statut de l'actrice, dans le cas d'A. Haenel, et celui du réalisateur accusé, a pesé dans la solidarisation spontanée d'une large partie du milieu du cinéma. Pourtant l'actrice n'a pas porté plainte. Elle était jeune, du même âge que les victimes de Polanski. Probablement, même que certains auraient pu dire « *qu'elle faisait plus que son âge* »... bref tous les ingrédients d'une narration permettant de justifier qu'elle l'avait probablement cherché. Et pourtant. Christophe Ruggia n'a pas été invité au 20h des chaînes de télé, il fait l'objet aujourd'hui d'une procédure de radiation de la société des réalisateurs de films.

**L'ART EST-IL SEXISTE ?**

Le monde du cinéma et plus largement de la création n'échappe évidemment pas au sexisme et aux violences sexuelles. Plus encore, il les institutionnalise autour de la relation hiérarchique et de pouvoir du rapport réalisateur/actrice et par extension la relation peintre/modèle-muse. Et cela autour de deux mécanismes : d'une part le mythe autour de la « fascination », du désir et de « l'amour de la femme » qui relève presque de la mystique de la création ; d'autre par la dimension intrinsèquement « anormale » ou « transgressive » de l'art et de l'artiste. Ces deux mythes participent d'une culture du viol très forte.

**PEUT-ON ET DOIT-ON SÉPARER L'HOMME DE SON ŒUVRE ?**

En réalité, cette injonction n'a pas vraiment de sens. Personne ne le fait et personne ne le souhaite. Ce qui définit une œuvre aujourd'hui c'est sa signature, son auteur. C'est même ce qui fait sa valeur (quand on achète un Picasso, c'est pour son auteur). C'est d'ailleurs ce que font aujourd'hui les différents défenseurs de Polanski : promouvoir un film, le financer et le diffuser parce que c'est Polanski. Toute l'histoire de l'art est l'histoire de la compréhension des créations artistiques ou artisanales dans un contexte, une histoire et une société donnée.

**ALORS SÉPARER L'HOMME DE L'ARTISTE ?**

Cela n'a pas plus de sens. Les critiques et les historiens des arts ne le font d'ailleurs pas. Ils relient évidemment l'histoire personnelle de Polanski à son film « *Le Pianiste* ». Un pianiste virtuose et juif subit la déportation et échappe de peu au génocide grâce à son art. Le plus étonnant est plutôt que personne ne se soit risqué à analyser ses personnages féminins à l'aune de ses multiples agressions sexuelles et du profil de ses victimes mineures. La confusion est même plutôt du côté des artistes. Ce sont eux qui utilisent leur statut d'artiste pour se faire acquitter sans procès, pour rencontrer des jeunes femmes, pour appuyer leur emprise sur elles. Les gens confondent les deux pour excuser l'homme derrière leurs artistes et leurs œuvres chéries. Mais cette séparation ne marche que dans un sens. Il est d'ailleurs frappant de voir qu'il est beaucoup plus simple de séparer l'homme, que la femme, de l'artiste. Une femme artiste est, elle, toujours ramenée à sa personne, en terme personnel et politique.

**FAUT-IL TOUT INTERDIRE ?**

Il ne faut pas confondre la censure avec l'expression d'un avis critique et politique par le public. La censure est imposée par le détenteur d'un pouvoir (souvent étatique ou religieux) qui permet la production et la diffusion d'une œuvre au public. Elle n'a rien à voir avec l'organisation d'un boycott par le public ou des protestations organisées au cours d'une projection de l'œuvre. Parler de censure dans le cas d'artistes subventionnés, invités dans l'ensemble des médias est particulièrement indécent. Le boycott est provoqué par l'absence de parole donnée aux victimes et aux premières concernées. Reconnaître et dénoncer le caractère raciste, sexiste, antisémite d'un artiste et cette dimension dans son œuvre n'est pas une atteinte à la liberté d'expression.



Adèle Haenel et Hannah Herzsprung à la première de *La jeune fille en feu* en 2017. © Manfred Werner / Wikicommons

**MAIS ALORS ON NE POURRA PLUS JAMAIS RIEN APPRÉCIER EN ART ?**

Nous avons pour beaucoup un rapport quasi sacré et amoureux à l'art et à ses créateurs. Cela en dit long également sur la figure construite autour du « génie créateur » et de ses œuvres. De ce point de vue, oui, il va falloir regarder les choses en face. Il faudra revoir une large partie de l'histoire de la création artistique sous le prisme des oppressions qui la traversent. C'est l'exigence d'une approche matérialiste. La compréhension et la représentation de la société et spécifiquement des femmes sont des questions politiques. Mais il faut aussi déconstruire l'idée selon laquelle il n'y a qu'une façon de créer ou d'être un artiste. La culture et les arts dominants invisibilisent d'autres formes de créations. C'est particulièrement vrai pour

les femmes dans l'histoire du cinéma. Leur rôle y est restreint à celui d'objet de désir et d'art. Ces hommes sont grands aussi parce qu'ils ont écrasés des femmes sur leur chemin. Croire et défendre Polanski c'est aussi dire à toutes les femmes que la carrière de ces hommes est plus importante que la leur, que leur intégrité physique, psychologique, émotionnelle, bref leur vie est moins importante.

**MAIS ON ÉTUDIE BIEN CÉLINE !**

La référence à l'œuvre « *Au bout de la nuit* » de Céline s'impose dans ces débats comme l'exemple par excellence du « il faut séparer l'homme de l'œuvre ». C'est toute la malhonnêteté brillante de l'argument. Céline est certes, enseigné à l'école, mais également le contexte qui entoure son œuvre, l'antisémitisme de

son auteur, la différence à établir entre ses pamphlets racistes, etc. Ce n'est pas l'auteur qui est loué, c'est l'œuvre qui est étudiée, et appréciée. Malgré lui. Donc il faut comprendre, interpréter et continuer à créer. Mais la création n'est pas au-dessus de la société et n'est pas exempt des oppressions qui traverse toute la société. Est-ce qu'on ne peut plus voir un film de Polanski ? Si, bien sûr. Est-ce qu'on peut encore l'apprécier ? Probablement. Il nous faut envisager la complexité d'une œuvre et les contradictions de son autrice ou de son auteur. Mais surtout, qu'on ne puisse plus jamais utiliser ses films pour justifier que son talent passe avant la vie de toutes ces femmes. Et qu'au lieu de vouloir faire semblant de séparer l'homme de l'œuvre ou de l'artiste, on commence à le tenir responsable de ses actes et de ses œuvres. □

# Les difficultés de la grève, massive, à la raffinerie de Donges



*Régis et David sont délégués CGT à la raffinerie de Donges (Loire-Atlantique) parmi une équipe syndicale jeune et aguerrie. Elle s'est engagée dans la bataille des retraites début janvier. Lors des manifestations, les salariéEs constituent des cortèges rassemblant environ 150 à 200 personnes, ce qui représente une mobilisation importante sur les 650 employéEs de Total, auxquels s'ajoutent environ 400 travailleurEs d'entreprises extérieurEs intervenant sur le site.*

La raffinerie de Donges représente 11 millions de tonnes de pétrole brut par an, sur les 70 millions raffinées chaque année par les huit raffineries de France métropolitaine. C'est donc un site stratégique. Régis et David nous racontent les difficultés rencontrées par le mouvement, malgré le fait qu'il a été très important sur la raffinerie.

## **L'Anticapitaliste : Comment les grèves se sont-elles passées ?**

**Régis :** Sur les stations-service, l'impact a été minime. Sur la SBFM, propriété de Bolloré, il y a eu un mouvement exceptionnel, avec 100% de grévistes au dépôt. Mais la direction a cassé la grève en dépêchant des travailleurs de dépôts extérieurs, avec des salariéEs en CDI avec une clause de mobilité, pour qu'ils viennent approvisionner les camions et avec un cordon de CRS assurant la circulation des camions vers les stations.

Nous avons organisé la grève par périodes de 72 heures, et on a tout de même empêché la réception des bateaux et les expéditions par camions et par pipe-line, avec des taux de grévistes de 80 à 90% chez les salariéEs en 3x8.

## **Peux-tu nous faire le point à ce jour dans ta boîte ?**

**David :** Après 22 jours de grève, débutés le 5 décembre, avec des modalités d'arrêt des expéditions de carburants et d'arrêt de certaines unités de raffinage sur des périodes allant de 24 à 96 heures, le collectif de travail a décidé, en AG vendredi 17 janvier, de s'inscrire dans les actions et manifestations sur Saint Nazaire mais sans impacter l'outil de travail. Ce dernier est dans un état critique suite à un sous-investissement continu orchestré par la direction. Les salariés grévistes n'ont pas souhaité arrêter l'ensemble de l'usine de peur de la faire pêter.

De plus, le dépôt Bolloré à côté du nôtre, continue de servir des hordes de camions surveillés 24/24 par les miliciens du capital. Ce dépôt avait été bloqué par les manifestants pendant une quinzaine de jours en 2010 et 2016. Car même à 100% de grévistes, le chef de dépôt, un intérimaire et un jaune rapatrié d'un autre dépôt suffisent à le faire tourner. Nous avons eu des difficultés aussi à faire « grèver » les collègues sous-traitants en raison de la précarité, des salaires de misère et du peu de présence CGT, sauf notre interpro.

Pourtant, cette énième contre-réforme est comprise, comme l'ont prouvé les

nombreux échanges avec les travailleurs, une dizaine d'AG et une vingtaine de tracts. La détermination est visible dans les cortèges où 100 à 150 dongeois sont présents à chaque appel.

**Régis :** Les débats au sein des travailleurs de la raffinerie de Donges pour arrêter les installations ont abouti au constat qu'on ne pouvait pas aller plus loin et qu'on n'avait pas d'autre choix que de suspendre le mouvement. Il est envisagé de peut-être relancer le mouvement à compter du mois d'avril suite à la conférence financière négociée avec le patronat, le gouvernement et les organisations félonnes.

L'ensemble de la filière a encore été bloquée après notre grève, car à la suite de la grève des huit raffineries, la CGT ports et docks a bloqué le trafic qui les alimente. Également par périodes de 72 heures. Il n'y avait donc plus d'alimentation en pétrole brut, et on a été contraint d'arrêter l'unité de raffinage du brut et l'unité de raffinage du diesel. Ensuite, les flics sont intervenus à Nantes et le blocage des bateaux a été levé. La production sur le site a donc été momentanément arrêtée mais petit à petit, les bateaux de brut sont revenus, obligeant à reprendre la production. □

**Propos recueillis par GG Sant Nazer.**